

ACCUSONS LE CAPITALISME



Union des **R**évolutionnaires-**C**ommunistes de **F**rance
CONSTRUCTION DU PARTI

Le PROGRAMME de l'



LE SOCIALISME : SEULE ALTERNATIVE AU CAPITALISME !

Mars 2007

Sommaire

INTRODUCTION

I/ QU'EST-CE QUE LE CAPITALISME ? (*page 4*)

II/ LE SYSTÈME MONDIAL DE L'IMPÉRIALISME (*p. 6*)

III/ LA LUTTE DES CLASSES (*p. 9*)

IV/ LE SOCIALISME : NOTRE OBJECTIF STRATÉGIQUE
(*p. 11*)

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES AXES DE LUTTES IMMÉDIATES DE L'URCF (*page 22*)

De la lutte quotidienne contre le néo-libéralisme
à la lutte générale contre le capitalisme !

I/ LUTTE CONTRE LE NÉO-LIBÉRALISME (*p.24*)

A/ Axes de luttes pour des droits démocratiques
nouveaux (*p.25*)

B/ Axes de luttes pour les droits sociaux (*p.29*)

C/ Relancer l'économie : les pôles de services publics
(*p. 30*)

D/ Combattre les ségrégations et discriminations (*p.36*)

E/ Pour une politique de paix et anti-impérialiste (*p.37*)

II/ PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE, RÉFORMES,
RÉVOLUTION : LA MARCHÉ VERS LE SOCIALISME (*p.39*)

Introduction

Le peuple-travailleur de France a une histoire séculaire de luttes pour son émancipation : Communes paysannes, jacqueries, Révolution démocratique-bourgeoise de 1789-1793, révolutions populaires de 1830 et 1848, première révolution socialiste au monde avec la Commune de Paris (1871), Front populaire, Résistance armée antifasciste, gouvernement démocratique à la Libération, grève générale de six semaines avec 10 millions de grévistes en mai 68.

Cependant malgré tous ces combats et bien d'autres, l'exploitation capitaliste demeure ainsi que les oppressions de classe, racistes et sexistes. Le chômage devient massif, l'élévation du coût de la vie est continue alors que les salaires sont bloqués depuis des années.

La France est devenue un pays de bas salaires et pensions à l'échelle des pays capitalistes développés. La jeunesse est vouée à des emplois sous-qualifiés, précaires ou à ne pas trouver de travail.

Les discriminations vis-à-vis des jeunes immigrés ou Français de troisième génération sont la règle au-delà des promesses régulières des gouvernements successifs.

La France est un Etat impérialiste qui participe de la course aux armements, dont les interventions militaires visent à sauvegarder ou conquérir de nouvelles zones d'exploitation, à favoriser l'implantation d'entreprises françaises dans le « Tiers-Monde » notamment en Afrique, à favoriser l'exportation des capitaux.

Tout cela concourt à la surexploitation des peuples des Etats dominés par l'impérialisme français.

Dans le même temps pour assurer le maximum de profits, la bourgeoisie monopoliste s'est engagée dans la construction d'une entente internationale des bourgeoisies européennes : l'Union européenne (l'UE) afin de conquérir de nouveaux marchés et d'évincer ses rivaux, officiellement « partenaires ».

L'inscription dans le condominium dominant dans l'UE, l'axe franco-allemand s'accompagne d'un partage des zones d'influence, la « politique des créneaux » chère à Giscard d'Estaing et Schmidt qui sont à l'origine de la casse de la métallurgie, de la sidérurgie, du textile, de la suppression de 1,9 millions d'emplois industriels.

A l'impérialisme français sont réservés l'industrie du luxe, la production d'armements, le tourisme, les petites entreprises de services, les banques.

Bien que l'une des grandes puissances dirigeantes derrière l'impérialisme allemand, la bourgeoisie française s'est positionnée dans l'UE, pour des abandons continus de souveraineté nationale, tant sur le plan militaire en s'intégrant de plus en plus à l'Alliance Atlantique (OTAN) que sur le plan législatif, économique et politique.

Les contradictions inter-impérialistes aiguës traversent aussi les monopoles dans notre pays. Certains oligarques et leurs soutiens politiques prônent l'alignement sur Washington pour dans le sillage de l'impérialisme américain, construire une Europe euro-atlantique. Ainsi, ce prolongement de l'hégémonie de Wall-Street serait conçu comme simple zone de libre-échange où l'impérialisme américain pourrait écouler ses marchandises et capitaux sans entraves administratives et sans concurrence des Etats européens.

Sarkozy se fait le champion de cet euro-atlantisme en allant jusqu'à l'exportation du « modèle social américain ».

Jusqu'ici, les gouvernements de droite et de gauche (Chirac plus que Jospin) se sont rangés à la nécessité de construire un puissant bloc impérialiste des Etats d'Europe afin de défier l'hégémonie nord-américaine.

Leur défaite lors du référendum a entraîné une crise profonde au sein de l'UE, ce qui aggrave toutes les contradictions entre pays capitalistes.

Dans les Etats impérialistes, les élections législatives et présidentielles opposent les tenants du néo-libéralisme aux partisans du social-libéralisme.

C'est la substitution de l'alternance politique à toute réelle alternative, la forme réelle et contemporaine prise par la dictature du capital.

S'ajoute un élément nouveau, les formations pro-monopolistes, droite réactionnaire et gauche social-libérale s'affrontent sur le terrain des alliances et de la politique internationale : pro euro-atlantistes (Aznar, Berlusconi, Blair, Merkel, Sarkozy) contre les défenseurs d'une UE forte (Zapatero, Prodi, Royal, Schroeder).

Ces deux camps sont ennemis au même degré des forces populaires. Les uns et les autres prônent la privatisation des services publics, la déréglementation des conditions de travail, la flexibilité, l'allongement du temps de travail, les inégalités croissantes, le pillage impérialiste, la fascisation et l'autoritarisme.

Tant que régnera la conception du « moindre mal » incarné prétendument par la social-démocratie, les travailleurs n'auront que des lendemains amers et des gueules de bois politiques. Sociaux-libéraux et libéraux sont d'accord sur l'essentiel : la sauvegarde, la défense et la pérennisation du système capitaliste source de tous les maux dont souffre le peuple-travailleur.

Cerner et cibler les responsables.

La classe capitaliste a tous les pouvoirs, tant sur l'Etat et ses appareils (armée, police, justice, haute administration) que dans la société en raison de la propriété privée des moyens de production, d'échange et médiatiques.

Une véritable oligarchie financière (la bourgeoisie monopoliste) exerce son pouvoir d'Etat (dictature de classe selon l'analyse de Marx).

La constitution réactionnaire de la Vème République traduit la consolidation en 1958 de cette oligarchie de milliardaires.

Tout le dispositif électoral tourne autour du « présidentialisme », résurgence de la monarchie, où un président se montre non responsable devant le parlement mais soumis aux intérêts monopolistes.

A la tête de l'Etat et du gouvernement se succèdent les partis de l'arc consensuel : UMP/UDF et PS/gauche plurielle.

Ces partis, au-delà des appellations de droite et de gauche sont les piliers de la dictature des monopoles dans notre pays.

Les médias, les instituts de sondage, le mode de scrutin tout est conçu par l'oligarchie financière pour que l'un ou l'autre de ces « deux piliers » se succèdent au service du système d'exploitation salariale.

Les élections ne sauraient être le terrain privilégié d'affrontement avec le capital. L'expérience historique et singulièrement la mémoire française montrent que tous les grands changements ont été opérés par la rue, par les grèves, par l'action indépendante des masses.

I/ QU'EST-CE QUE LE CAPITALISME ?

C'est un mode de production dans lequel l'ensemble des moyens de production (terres, usines, entreprises, sous-sols, machines) et d'échange (les banques et caisses d'épargne) sont aux mains de détenteurs privés, les capitalistes.

Ces propriétaires capitalistes possèdent et consomment une partie conséquente des richesses produites par les travailleurs. L'immense majorité du peuple (ouvriers, employés, techniciens, intellectuels salariés) ne possède aucun moyen de production, c'est-à-dire ne peut vivre sur ses propres avoirs.

Ces travailleurs sont obligés de s'engager dans le travail salarié. La classe des capitalistes est exploiteuse, c'est-à-dire qu'outre ses capitaux, elle va vivre de la vente de la force de travail de ses salariés, principalement ouvriers et employés.

Cette vente a un caractère forcé, obligatoire, sinon l'ouvrier et le travailleur sont privés de toutes ressources.

Toutefois, la forme d'exploitation qu'engendre le capitalisme (obtention de la plus-value produite par la force de travail) n'est pas aussi transparente et visible que celle dont était victime l'esclave et le serf.

La bourgeoisie au moyen des programmes scolaires, des médias, des réunions d'entreprise diffusent des théories mystificatrices, relayées et développées par les partis et syndicats réformistes telles : « le patron crée des emplois », « payer le travail à sa juste valeur », « partage des richesses ».

La plus-value est occasionnée par le fait que les ouvriers et les travailleurs avec leur cerveau, leurs mains, leur machine vont produire plus de valeurs que ce qui leur est accordé par le patron en salaire.

Cette différence, c'est le montant de la plus-value. Ainsi, les travailleurs vont être spoliés, volés même par des accapareurs privés qui décident seuls de l'utilisation de cette plus-value.

Cette appropriation de la plus-value est la source du profit capitaliste qui assure des fortunes immenses aux oligarques.

Le capitalisme est un système en crise !

Depuis les premiers jours de son existence (18ème siècle) jusqu'à aujourd'hui, le capitalisme a été marqué par des crises périodiques de plus en plus longues.

Ces crises entraînent une destruction partielle des forces productives (entreprises, emplois) y compris au moyen des guerres afin de maintenir le taux de profit capitaliste.

Les crises vont se traduire par la ruine financière y compris de certaines couches moyennes et petits capitalistes, la paupérisation de la classe ouvrière et des masses populaires, le chômage de masse.

La cause principale des crises est à rechercher dans les lois de fonctionnement du système capitaliste, notamment dans « l'épidémie de surproduction » selon la juste et forte expression de Marx et Engels.

La surproduction découle des faits objectifs suivants: les capitalistes, dans leur recherche du profit, dans la lutte pour éliminer leurs concurrents vont recourir à de nouvelles techniques et formes d'exploitation (Taylorisme, Toyotisme) afin d'accroître la productivité du travail, sans augmenter les salaires.

Ce phénomène engendre un déséquilibre entre la quantité de biens produits et les capacités d'achat des travailleurs, entraînant une surproduction (des produits ne vont pas trouver d'acquéreurs).

Le capitalisme répond à la crise tant par le keynésianisme (intervention de l'Etat, inflation) que par la duperie des organisations ouvrières grâce à ses lieutenants réformistes et la répression des militants ouvriers de lutte de classe. Le fascisme a su utiliser les enseignements de Keynes pour conduire sa politique de terreur ouverte contre les forces démocratiques.

Après-guerre, les gouvernements sociaux-démocrates ont utilisé les méthodes de gestion keynésienne pour développer le capitalisme monopoliste d'Etat comme en Angleterre ou en France.

La particularité de la crise actuelle, outre sa durée, est l'incapacité des méthodes de Keynes à solutionner les maux actuels (dans l'intérêt des capitalistes).

La bourgeoisie contemporaine s'est donc appuyée sur les travaux des économistes américains Friedmann, Hayek pour mettre en œuvre (le Chili de Pinochet servant de laboratoire) la déréglementation généralisée, la privatisation des services publics, la réduction drastique des budgets sociaux, la politique de licenciements.

Cette politique appelée néo-libéralisme, est appliquée dans tous les Etats capitalistes.

Elle suscite une opposition massive dans le monde, comme le prouvent entre autre les manifestations du mouvement alter-mondialiste, les succès en Amérique latine des gouvernements démocratiques-révolutionnaires au Venezuela, Bolivie, la politique de Cuba.

II/ LE SYSTEME MONDIAL DE L'IMPERIALISME

Les monopoles

A son stade initial, le capitalisme est indissociable de la concurrence entre entreprises, jusqu'à l'élimination des plus faibles.

Des concentrations vont alors apparaître formant un ou plusieurs monopoles dans un secteur donné de production ou d'échange, permettant à ces entreprises concentrées de fixer un prix de monopole, d'orienter la production selon leurs seuls intérêts de rentabilité, permettant ainsi la réalisation du surprofit.

Dans la France contemporaine agissent de puissants monopoles : BNP-Paribas, EADS, Lagardère, Michelin, Bouygues, Renault...

L'apparition des monopoles au début du XXème siècle s'est traduite par une nouvelle étape du capitalisme : l'impérialisme ou capitalisme de monopoles.

Les Etats capitalistes développés forment le système mondial de l'impérialisme où les Etats nationaux sont subordonnés aux intérêts de leurs monopoles.

Les alliances continentales n'infirment pas cette tendance. Il suffit de voir le Président de la République se transformer en VRP des grandes sociétés nationales lors de ses voyages officiels.

Actuellement, le développement du système mondial impérialiste a conduit à renforcer l'action de la loi d'internationalisation des forces productives, conduisant à ce que les observateurs baptisent la « mondialisation ».

Contrairement à ce qui est écrit ici ou là, ce n'est pas un phénomène nouveau, la mondialisation a commencé d'opérer sous le féodalisme et s'est accentuée avec l'avènement du capitalisme, atteignant un très haut degré d'internationalisation des forces productives au stade impérialiste.

Toutefois, cette mondialisation a été tout un temps freinée par l'existence d'un camp socialiste et l'existence d'un marché parallèle fondé sur le co-développement, l'égalité des nations, l'entraide et la coopération économique et politique.

La contre-révolution bourgeoise en URSS (1991) et la destruction du camp socialiste ont libéré les entraves et freins objectifs à la loi de mondialisation pour le seul intérêt et profits des monopoles.

L'existence d'un marché mondial quasi unique a conduit à ce que les monopoles (toujours à base nationale et soutenus par leur Etat impérialiste) se sont emparés de nouveaux marchés, ont pris le contrôle de secteurs entiers de production, véritable recolonisation économique des pays dominés.

Ainsi, les monopoles sont devenus plus encore des entreprises multinationales ou transnationales, toujours pour les intérêts d'une bourgeoisie monopoliste d'un pays donné.

Loin d'infirmer les thèses de Lénine sur l'impérialisme, les transformations actuelles valident l'analyse léniniste.

L'impérialisme est bien la plus haute et la dernière étape du capitalisme.

Les contradictions interimpérialistes

A ce stade demeure toujours la compétition entre entreprises et Etats nationaux.

Toutefois, l'impérialisme accentue toutes les contradictions du système capitaliste.

Dans chaque Etat et au niveau international, les monopoles se livrent une concurrence effrénée.

Les contradictions entre Etats et monopoles capitalistes vont en s'aggravant. Pour conquérir de nouvelles zones d'influence, repartager le monde à leur profit, tous les moyens sont bons : OPA, espionnage industriel, fusions et même guerre par pays interposés ou directe.

Les contradictions interimpérialistes sont à l'origine des deux guerres mondiales. Aujourd'hui, si les Etats-Unis assurent leur hégémonie sur le monde, le bloc impérialiste de l'UE sous direction allemande ou le Japon contestent cette domination. Derrière les apparences de l'unité autour des valeurs de « l'économie de marché », règnent en réalité et agissent des luttes impitoyables pour affaiblir ses concurrents y compris dans les alliances continentales.

L'impérialisme conduit à la guerre.

Cette lutte concurrentielle entre Etats pour conquérir l'hégémonie mondiale est multiforme.

Des alliances entre Etats de l'UE sont tissées pour arracher des positions à l'impérialisme américain, mais à l'intérieur même de l'UE, l'administration Bush a des agents d'influence et des relais de ses vues expansionnistes, c'est l'euro-atlantisme.

Tout est fait pour qu'à chaque consultation électorale, le candidat lié à tel visée impérialiste soit élu, pour peser ensuite sur l'ensemble de la politique commerciale et internationale.

La destruction de l'URSS, les événements du 11 septembre 2001 ont été le prétexte (« la lutte contre le terrorisme ») pour le passage à la politique de guerre ouverte contre l'ensemble des peuples.

Depuis 1945, les conflits provoqués par l'impérialisme américain ont été incessants : avec notamment les guerres contre des Etats du camp socialiste : Corée, Vietnam, Débarquement mis en échec à Cuba.

Depuis 1991, l'impérialisme américain avec ou sans ses alliés, s'attaque à des pays du « Tiers-Monde » et même d'Europe ne représentant strictement aucun danger pour les grandes puissances : guerre du golfe, Yougoslavie, Afghanistan, Irak, menaces sur la Syrie, l'Iran.

En Yougoslavie, il s'agissait de prendre pied sur, le marché des anciens Etats socialistes, en Afghanistan, de travailler à la conquête de positions géographiques stratégiques (encercllement de la Russie et de la Chine) tant ce pays est ruiné et affaibli par trois décennies de guerres, par un obscurantisme religieux délirant.

Dans ce cas de figure, un certain partage des rôles est possible d'autant qu'est tenu compte du poids militaire des divers Etats interventionnistes.

En Irak, il s'agissait pour Bush, de s'assurer la mainmise totale des ressources énergétiques, d'autant que parallèlement était poursuivi l'objectif d'encercllement de la Russie, l'installation de bases de l'OTAN dans d'ex-Républiques de l'URSS, de coups d'état favorables à Washington dans les Etats pétroliers.

Les positions hostiles à un engagement armé en Irak, « sans avoir épuisé toutes les solutions diplomatiques » exprimées par les impérialismes allemands, français, russes, avaient leur origine dans le refus de dépendre toujours plus de Washington quant à leur accès ou approvisionnement énergétique, menaçant ainsi leur propre politique expansionniste.

Bush voulait frapper très fort pour assurer et conforter l'hégémonie US pour 50 ans encore. On sait que l'opinion publique démocratique internationale est indignée des mensonges et complots de

l'administration Bush et du gouvernement Blair sur les prétendues « armes de destruction massive » détenues par le régime de Saddam Hussein, des actes de barbarie sur les prisonniers irakiens et des centaines de milliers de victimes engendrées par le conflit.

L'impérialisme américain demeure le principal ennemi des peuples, en ayant recours à des procédés fascistes en politique internationale. Le foyer principal d'agressions et de danger de conflagration mondiale se trouve à Washington.

« Ennemi principal » mais pas unique, l'impérialisme japonais réhabilite son passé chauvin-militariste et réhabilite les criminels de guerre.

L'Union européenne forte des traditions colonialistes des impérialismes français, britannique, néerlandais, allemand, italien, espagnol, belge peut devenir instigatrice de nouveaux conflits dans ses zones de domination en cas de révolution ou soulèvement populaire ou de non-alignement sur les vues impérialistes comme en Yougoslavie.

L'impérialisme avec sa base matérielle faite d'exploitation et d'oppression nationale reste la source des guerres, pour supprimer le danger de guerre, il faut en finir avec l'impérialisme !

L'impérialisme est l'époque de la fin du capitalisme.

L'impérialisme est l'ultime stade de développement du capitalisme. Son parasitisme croissant, l'aggravation de ses contradictions internes et externes minent en profondeur ce mode de production.

Les travailleurs des Etats capitalistes, les peuples des pays dominés (semi ou néo-coloniaux) sont confrontés à l'exploitation renforcée, à un pillage des ressources matérielles sans équivalent, à des ingérences permanentes des organismes impérialistes (FMI, Banque Mondiale, OCDE...) concernant leur cadre de vie et leurs conditions de travail.

Le capitalisme est devenu l'obstacle majeur au progrès de l'humanité. Ce régime devenu caduc en raison du système d'exploitation de l'homme par l'homme est dans l'incapacité historique de satisfaire les besoins matériels et culturels de l'immense majorité des habitants du globe.

La classe ouvrière constitue la principale force antagonique au capitalisme à l'échelle mondiale.

Le prolétariat a su au début du XXème siècle se doter dans chaque pays, d'une avant-garde révolutionnaire, d'abord les partis socialistes, puis après leur trahison en 1914, les partis communistes.

En France et ailleurs, le parti communiste a vu sa ligne théorique et pratique, se modifier dans les dernières décennies, sous l'influence de l'opportuniste et du révisionnisme.

Le révisionnisme signifie la révision puis l'abandon des principes révolutionnaires, l'adoption d'une stratégie conciliatrice avec le capitalisme. Si bien que l'on a pu assister, non sans résistances en leur sein, à une lente social-démocratisation de certains partis communistes, rejoignant ainsi les héritiers de la Seconde Internationale dans leur trahison des intérêts populaires.

Nous vivons l'époque de la reconstruction du mouvement communiste international et de ses détachements nationaux réellement révolutionnaire, l'époque de l'impérialisme, des révolutions prolétariennes et national-démocratiques dans les pays dominés.

La tâche historique de la classe ouvrière et de son avant-garde le parti communiste est dans chaque pays, de prendre la tête du camp des exploités et opprimés, afin d'œuvrer au renversement du capitalisme, par une révolution ouvrière et populaire anticapitaliste, de conquérir le pouvoir d'Etat en ayant brisé la domination de classe des monopoles et leur appareil d'Etat bureaucratique et répressif, de liquider ainsi l'exploitation salariale, d'assurer la propriété sociale et nationale des moyens de production.

L'expérience révolutionnaire de la Russie en 1917, des démocraties populaires en 1945, de la Chine en 1949, de Cuba montre que tant que le parti communiste est guidé par les principes matérialistes et dialectiques (le marxisme-léninisme), tant que la classe ouvrière reste aux

commandes de l'Etat, la révolution va de l'avant, l'édification socialiste assure des avantages sociaux inatteignables sous le capitalisme.

Par contre si le parti communiste dirigeant l'Etat socialiste se laisse gangrener par les éléments petits-bourgeois, laisse faire le bureaucratisme, affaiblit la critique d'en bas des masses et perd ainsi son immunité contre l'opportunisme, alors la perte de vigilance envers l'encerclement capitaliste et les tentatives contre-révolutionnaires de l'impérialisme menacent toutes les conquêtes socialistes.

A ce moment là, la révolution va stagner, reculer et finalement être emportée.

Sous le socialisme, la lutte de classes va se poursuivre, avec des formes différentes mais avec autant d'acuité que sous le capitalisme.

III/ LA LUTTE DE CLASSES

Le capitalisme regroupe des classes aux intérêts contradictoires et antagoniques : celle des exploités et celle des exploités.

L'intérêt de classe de la bourgeoisie monopoliste est d'aggraver toujours plus l'exploitation des salariés (allongement du temps de travail, cadences renforcées, blocage de salaires, hausse des prélèvements) afin d'accroître ses profits.

L'intérêt de la classe ouvrière et des travailleurs est pour mieux vivre au quotidien de limiter les profits en revendiquant la hausse de son pouvoir d'achat et obtenir ainsi une meilleure répartition des richesses produites entre travail et capital.

Cette contradiction engendre la lutte de classes. Si la classe ouvrière veut vendre à un meilleur prix sa force de travail, elle est obligée d'engager des luttes : grèves, manifestations, pour obliger le patronat à des reculs.

Dans cette lutte, la classe ouvrière va se heurter à la toute-puissance de la classe capitaliste (et pas seulement du patron concerné) qui va mobiliser ses médias, ses corps répressifs et utiliser les tenants de la collaboration de classes pour casser le mouvement.

Si le patronat est contraint de « reconnaître » les revendications des grévistes, il n'aura de cesse de reprendre ce qu'il a du céder « à chaud ».

C'est là une loi générale de la lutte de classes tant que le capitalisme reste debout.

Le principal outil des travailleurs dans les batailles quotidiennes demeure le syndicalisme.

Ce dernier toutefois a des limites objectives à sa lutte, son inscription de fait de par sa fonction de défense, dans les rapports de production capitalistes.

Dans certains pays, il sera possible que le syndicat de lutte de classes devienne l'auxiliaire du parti révolutionnaire, communiste, en faisant acquérir par la pratique, à ses adhérents, la conviction qu'il faut renverser le capitalisme pour résoudre tous les maux quotidiens. Pour l'instant, nous sommes loin du compte, puisque l'une des importantes conquêtes du mouvement ouvrier, l'existence d'une CGT représentant le syndicalisme de classe et de masse, est en voie de liquidation.

Les Etats-majors syndicaux se sont tous ralliés à la collaboration de classes et à l'aménagement social du système qu'ils ne qualifient même plus de capitaliste !

« Réformistes » ou même « réactionnaires », Lénine a recommandé à tous les communistes, de militer au sein des syndicats, afin de transformer ces derniers en organes de la lutte de classes, afin de conquérir ultérieurement la majorité du prolétariat.

Les alliances de classes.

Dans le combat contre le capital monopoliste, la classe ouvrière a besoin d'alliances de classes avec au centre le regroupement de toutes les victimes du capitalisme.

Le capitalisme impérialiste s'attaque non seulement aux intérêts de la classe ouvrière mais menace et agit contre ceux de l'immense majorité laborieuse.

Une des fonctions des partis réformistes est de constituer un bloc liant certaines couches populaires à la bourgeoisie.

La fonction des communistes est de dénoncer la nature de classe de la politique réformiste afin de gagner les travailleurs influencés à la nécessité de la lutte de classes. Pour ce faire, les communistes utilisent toutes les formes de luttes : révolutionnaires dans les grèves sociales et politiques et participent à la lutte électorale pour dénoncer le parlementarisme bourgeois et les illusions qu'il engendre.

Dans ce vaste rassemblement des couches populaires, la classe ouvrière car la plus exploitée et la plus radicalement hostile au capitalisme, (selon l'expression de Marx, elle n'a que ses chaînes à perdre) doit diriger le bloc démocratique et populaire des exploités et opprimés.

Cela passe par une lutte constante au sein du prolétariat contre les tendances corporatistes qui isolent la classe ouvrière des autres forces.

La tâche du parti communiste de type bolchevique est de contribuer et veiller à ce que la classe ouvrière conquière par ses mérites l'hégémonie politique dans le camp progressiste, dans la lutte contre la politique de guerre, pour la défense des droits démocratiques, pour la révolution et le socialisme.

Le combat quotidien contre le capitalisme et la lutte stratégique pour en finir avec le capitalisme.

La classe ouvrière poursuit des buts immédiats (la lutte contre la politique néo-libérale de l'impérialisme) et a pour mission, quand elle est dotée d'une conscience révolutionnaire, d'œuvrer à détruire l'exploitation et le système capitalistes.

La lutte quotidienne, principalement syndicale mais pas uniquement, vise à satisfaire les besoins urgents et nécessaires du monde du travail, à ajourner des projets liberticides et antisociaux du capital et de son pouvoir, à gagner des réformes progressistes.

Dans ce combat qui se situe dans le cadre du système et des rapports de production existants, le parti communiste ne doit jamais manquer « d'accuser le capitalisme », de façon à ce que les masses populaires s'attaquent, outre les conséquences, aussi à la source des difficultés et problèmes : la dictature des monopoles engendrée par la propriété privée des moyens de production.

Les réformes si utiles et progressistes, soient-elles, ne sauraient résoudre cette lutte s'attaquant aux fondements même du capitalisme.

Pour une solution définitive aux maux, difficultés, injustices et inégalités dont souffrent les travailleurs, il est nécessaire d'en finir avec le capitalisme, par une révolution sociale et politique!

L'expérience acquise au siècle précédent montre que succédera au capitalisme, un nouveau mode de production : le communisme dont le socialisme est la première phase.

Le socialisme constitue une longue période historique où la lutte de classes conduit à l'abolition des classes et de l'Etat.

C'est précisément le parti communiste qui armé du matérialisme scientifique trace la voie et assure la direction politique pour conduire au renversement du capitalisme.

Le parti communiste (et dès maintenant l'URCF) a pour mission de s'inscrire dans les luttes quotidiennes, afin de construire les alliances de classes nécessaires pour combattre et vaincre ultérieurement les monopoles.

On ne peut prétendre œuvrer au renversement du capitalisme sans participation et militantisme exemplaire dans les combats quotidiens du prolétariat et de tous les opprimés.

Le parti communiste vise à diffuser la conscience révolutionnaire afin que grandisse la compréhension de la nécessité historique d'en finir avec le capitalisme et d'engager la marche vers le socialisme.

Cette tâche est entreprise depuis plusieurs années par l'URCF.

Toute la période de luttes quotidiennes de plus en plus radicales et conscientes contre le capitalisme constituera le processus révolutionnaire qui conduira à la révolution prolétarienne, socialiste.

IV/ LE SOCIALISME : NOTRE OBJECTIF STRATEGIQUE.

Dès l'avènement du capitalisme, d'éminents penseurs : More, Babeuf, Saint-Simon, Blanqui, Owen ont proposé une alternative au capitalisme.

Toutefois leurs vues ne pouvaient aboutir à la victoire, faute des conditions objectives, leurs théories qualifiées par Marx et Engels, de « socialisme utopique » ignoraient les lois réelles du développement capitaliste, les contradictions de ce mode de production.

Le capitalisme en concentrant toujours plus la production, en engendrant un prolétariat toujours plus nombreux et exploité a créé les bases objectives d'une pensée scientifique anticapitaliste.

Ce fut le grand mérite historique de Marx et Engels de développer la science matérialiste de la lutte de classes des exploités, d'analyser avec la méthode dialectique les lois générales du mode de production capitaliste.

Sur cette base politique et théorique ont été créés des partis ouvriers, révolutionnaires agissant pour le socialisme comme alternative véritable au capitalisme.

Certains penseurs appelés « révisionnistes », car ils rompaient avec la théorie de Marx, tels Bernstein, Jaurès, Kautsky ont estimé que le capitalisme pouvait se transformer pacifiquement en socialisme, à la fois par l'action des mécanismes économiques et politiques et grâce aux victoires électorales permettant des transformations démocratiques continues dans le cadre du système d'exploitation.

Ces vues combattues par Lénine, Staline, l'Internationale Communiste et le PCF alors révolutionnaire, dénoncées comme réformistes, ont été réactivées par la ligne révisionniste du XXème Congrès du PCUS (1956).

A ce congrès (et après) a été prônée une ligne stratégique d'alliances parlementaires avec la social-démocratie, pour permettre la victoire du mouvement ouvrier selon une voie parlementaire et pacifique au socialisme.

L'expérience historique, dramatique comme au Chili, a invalidé ses hypothèses, devenues pourtant « ligne générale du mouvement communiste international ».

Les thèses révisionnistes ignorent la nature de classe de la social-démocratie, parti au service des monopoles, nient tout caractère de classe à la démocratie bourgeoise et en fait l'existence d'une dictature de classe du capital sur l'Etat.

Aujourd'hui, confrontés à cet échec du courant révisionniste (qui est aussi un échec du mouvement ouvrier par ses conséquences), ceux qui refusent d'autocritiquer leurs erreurs et fautes opportunistes glissent toujours plus à droite dans leurs conceptions théoriques et politiques.

Ils vont jusqu'à rejeter le socialisme comme alternative. Leur concept détourné de Marx, de « dépassement du capitalisme » s'appuie sur la reconnaissance du caractère « incontournable » de l'économie de marché (en clair, le capitalisme).

La direction du PCF prône « une société plus humaine, juste et solidaire » dans le cadre des rapports de production bourgeois ! Son « communisme » est aussi peu crédible que le « socialisme » de la social-démocratie.

Les marxistes-léninistes minoritaires au sein du PCF durant les années de domination révisionniste et « mutante/réformiste » ou agissant au dehors de ce parti, ont pour tâche de renouer avec les principes révolutionnaires validés par les victoires d'Octobre 17, des Démocraties Populaires (1945), de la Chine rouge (1949), de Cuba (1961).

La lutte pour instaurer le socialisme nécessite l'action consciente des masses et la lutte de classe développée jusqu'à la nécessité comprise de renverser le capitalisme au moyen d'une révolution de tous les exploités et opprimés.

Les lois générales du socialisme.

Comment parviendra t-on à une société socialiste ? Est-il possible de supprimer l'exploitation salariale en abolissant le salariat ? La classe ouvrière peut-elle diriger un nouvel Etat ?

Toutes ces questions traversent le mouvement populaire. Il faut appréhender et diffuser la connaissance des lois générales du socialisme, d'autant que son expérience historique a été calomniée, salie par toutes sortes de plumitifs stipendiés.

La question de la propriété.

Les moyens de production, privés sous le capitalisme, deviennent propriété sociale, c'est-à-dire commune à l'ensemble des membres du peuple-travailleur.

Le Nouvel Etat des ouvriers, paysans, intellectuels va procéder à la socialisation (nationalisation socialiste) des biens et propriétés de la classe capitaliste.

Devenues, propriété nationale et sociale, les entreprises sous le socialisme vont voir leur plus-value, affectée collectivement à la satisfaction des besoins matériels (sociaux) et culturels, de façon à élever constamment le niveau de vie, l'instruction, l'accès aux loisirs, le faible coût du logement et des transports pour chaque membre de la société.

La suppression de l'exploitation capitaliste.

Nous avons vu que la classe dominante et possédante, celle des capitalistes, vivait de manière parasitaire de la vente de la force de travail salarié.

Sous le socialisme, en étant détenteur des moyens de production, le peuple-travailleur va travailler de manière nouvelle, à la fois pour la satisfaction de ses intérêts personnels et pour les intérêts sociaux de la collectivité.

La direction des usines par la classe ouvrière au moyen des comités populaires ou conseils engendre des rapports de travail nouveaux de coopération et d'entraide entre les diverses couches de travailleurs.

La socialisation de l'économie liquide les rapports de production bourgeois en donnant un contenu socialiste aux nouveaux rapports de production engendrés par la Révolution prolétarienne.

La division séculaire du travail entre travail manuel et intellectuel, qualifié/non-qualifié subsistera jusqu'au communisme mais perd son caractère antagonique et tend à s'éteindre progressivement, au fur et à mesure que la classe ouvrière se rapproche du niveau technique des ingénieurs grâce à l'école et à la formation permanente.

Tout ce qui est produit par les travailleurs leur revient directement ou indirectement.

La dernière classe des accapareurs (la bourgeoisie monopoliste) disparaît de la scène historique.

En URSS, durant les années 40/50, ce sont 75 % du produit national brut qui revenait à la classe ouvrière, à la paysannerie, à l'intelligentsia.

En France capitaliste, en 2006, la proportion est strictement inversée puisque la grande bourgeoisie, c'est-à-dire 450 000 personnes (et 14 milliardaires en euros) détiennent la majorité du PNB.

Toutefois, le socialisme affronte de réelles contradictions.

La production ne permet pas encore la satisfaction pour chacun de tous ses besoins. Certaines inégalités du droit bourgeois, héritage de l'ancien système sont encore opérantes.

L'existence du capitalisme dans les Etats les plus développés, ses tentatives incessantes de renverser le socialisme, par des complots et des guerres, oblige l'Etat socialiste à consacrer des sommes importantes à la protection des citoyens et à la nouvelle propriété collective.

Cependant l'Armée populaire, la Police du Peuple ne seront plus des corps parasites et participeront aussi à la production sociale.

Le socialisme est régi par le principe « A chacun ses besoins selon son travail ». La propriété sociale assure la gratuité des services publics grâce à des fonds sociaux gérés par les travailleurs et leurs organisations syndicales dont la source se situe dans les bénéfices des entreprises.

Sans cotiser, les travailleurs auront accès aux soins de santé et médicaments, à l'éducation, à la prévoyance, aux transports et au téléphone interurbain gratuits.

Les loyers dans les Etats socialistes ne dépassaient pas 4 % du salaire (actuellement en France 28 %).

Tout cela sera possible, car pour la première fois dans l'histoire en France (l'expérience de la Commune fut trop brève), les richesses produites bénéficieront à ceux qui les produisent, non aux appétits privés du capital financier.

La planification socialiste.

La production capitaliste a pour finalité la production et la vente de marchandises, non pour satisfaire des besoins mais pour permettre la réalisation du profit. S'il n'est pas rentable de produire un objet, alors au-delà de son utilité sociale, il ne sera pas produit.

Sous le socialisme, la production vise à satisfaire les besoins matériels et culturels croissants de chaque travailleur et du collectif.

L'anarchie de la production règne sous le capitalisme, puisque le principal élément de « régulation » est le marché, une véritable planification y est donc impossible.

Avec l'Etat ouvrier et des travailleurs, il sera possible comme en URSS, de planifier la production afin de couvrir les besoins présents et futurs. L'homme, le producteur est au centre de la société.

La concurrence capitaliste conduit aux fermetures d'entreprise, aux licenciements, au chômage, aux crises de surproduction.

Le fléau du chômage a été aboli en URSS en 1929, telle est la possibilité offerte par la planification et la propriété sociale !

Le plan se construira démocratiquement en bas, par des Etats-généraux du travail, afin d'exprimer et de centraliser les besoins.

Les comités d'usine, l'organisme national de planification, les autorités politiques, dans un va-et-vient permanent, expliqueront les choix prioritaires retenus. Ces choix seront intégrés dans le plan national de développement de la production et des services.

La croissance incessante de la productivité, sous le capitalisme, en raison des progrès technologiques tend à éliminer le travail vivant et permet ainsi la surexploitation salariale, tout en augmentant les prix.

Sous le socialisme, chaque gain de productivité sera répercuté en baisse du prix des objets de nécessité courante, c'était le cas en URSS sous Staline.

Le socialisme liquide l'oppression des autres peuples, toutes les ségrégations et le néo-colonialisme.

Le socialisme implique la liberté pour les peuples actuellement opprimés par l'impérialisme français.

Le droit à l'autodétermination sera reconnu et appliqué à l'ensemble des peuples des DOM-TOM. Droit à l'autodétermination qui implique le droit à la séparation. Le léninisme reconnaît l'égalité de tous les peuples.

En liquidant le capitalisme de monopoles, l'impérialisme voit disparaître aussi la base matérielle de sa politique impérialiste.

La France socialiste défendra le principe de co-développement, de coopération d'égal à égal, annulera la dette des pays du Tiers-monde.

L'assistance fraternelle sera la règle dans nos relations avec les autres peuples, comme le fit l'URSS et le fait aujourd'hui Cuba en envoyant médecins et professeurs, pour le seul bénéfice des pays confrontés à la misère, à l'analphabétisme.

Le socialisme implique la dénonciation et l'annulation des traités inégaux signés par l'impérialisme français, l'ouverture des archives sur les crimes du colonialisme et du capitalisme français.

La France révolutionnaire sortira des instances impérialistes : OTAN, UE, FMI, mais sera favorable à toute instance de coopération internationale d'égal à égal, appliquant le droit inaliénable de chaque pays à sa souveraineté, à sa liberté d'opter pour la voie de développement de son choix.

Le socialisme, c'est la paix et la solidarité internationaliste.

La classe des capitalistes a de puissants intérêts financiers dans la préparation et le déclenchement des guerres d'agression.

Sous le socialisme, la classe ouvrière ni aucune autre classe associée au pouvoir n'a d'intérêt matériel aux conflits contre les autres peuples, à la conquête de « marchés ».

La France socialiste sera solidaire de la lutte générale de tous les peuples pour la liberté nationale, la démocratie, l'émancipation sociale, la lutte anti-impérialiste et anti-guerre.

Le pouvoir populaire et la démocratie socialiste.

La condition de toutes ses réalisations réside dans la tâche la plus décisive de toute révolution : la conquête du pouvoir d'Etat.

« Seul est marxiste, celui qui étend la reconnaissance de la lutte de classes, à la reconnaissance de la dictature du prolétariat ». (Lénine).

Sous le capitalisme, derrière la « démocratie » se cache l'impitoyable dictature de la bourgeoisie monopoliste. La « démocratie » y est tronquée, limitée et ne vise qu'à légitimer et favoriser les partis-relais du pouvoir des monopoles : l'UMP-UDF et le PS.

Dans le même temps, les atteintes aux principes démocratiques, les mesures de fascisation de la vie politique engendrent les aspirations à la démocratie.

C'est là précisément une des contradictions aiguës du capitalisme. Le combat pour le socialisme est donc indissociable du combat pour la démocratie.

Pour réaliser les aspirations démocratiques et socialistes, pour assurer la victoire de la révolution anticapitaliste, les travailleurs ne peuvent utiliser la machine d'Etat telle quelle qui a servi à les opprimer durant des siècles.

Les travailleurs sous la direction de la classe ouvrière doivent briser l'Etat capitaliste, en évinçant les hauts fonctionnaires et bureaucrates qui ont servi la dictature de l'oligarchie financière et ont réprimé le peuple-travailleur.

A cette fin, l'armée, la police, la justice, les services généraux d'éducation, des médias seront démocratisés par la promotion de militants ouvriers et populaires, mandatés par les organes politiques dirigeant des travailleurs, dans les divers corps de l'appareil d'Etat.

Marx et Lénine ont évoqué le concept de dictature du prolétariat, parce qu'à la bourgeoisie succède comme force dirigeante la classe ouvrière.

Remplacerait-on une oppression par une autre ?

Non. La bourgeoisie utilisait la toute puissance de son Etat pour protéger une minorité d'exploiteurs, recourant au fascisme et à sa terreur ouverte, si les privilèges de l'oligarchie étaient menacés.

Le prolétariat et ses alliés : employés, paysans-travailleurs, intellectuels progressistes, utiliseront la puissance de la dictature du prolétariat pour protéger la majorité écrasante de la population, contre les complots de l'ancienne minorité exploiteuse.

La démocratie devient populaire, l'apanage du plus grand nombre de citoyens.

L'Armée populaire, la police, la justice (avec l'élection démocratique des juges) seront au service de la défense du nouvel Etat socialiste et réprimeront les menées contre-révolutionnaires des capitalistes renversés et de leurs agents.

A la dictature des monopoles, liées à la base de propriété capitaliste, succède la dictature du prolétariat liée à la propriété sociale des moyens de production.

Le socialisme crée un nouveau type de démocratie supérieur : la démocratie socialiste.

Cette dernière repose sur l'articulation harmonieuse des formes de démocratie directe et représentative grâce aux comités locaux populaires, de quartiers et d'entreprises, de villes, de régions, national.

Le sénat, assemblée réactionnaire et caduque, liée notamment à l'ancienne grande propriété foncière sera abolie et remplacée par le comité populaire national élu par l'ensemble des comités populaires.

L'Assemblée nationale sera élue au suffrage universel direct par tous les citoyens d'au moins 18 ans.

Ces deux assemblées exerceront le pouvoir et législatif confondu, éliront le gouvernement et la présidence collégiale de l'Etat. Sera mis fin ainsi, à cette résurgence de la monarchie que constitue le « présidentielisme ».

Le bureaucratisme sera combattu par tous les moyens. La Commune de Paris contient un précieux héritage à développer.

Les élus seront payés sans dépasser le salaire moyen d'un ouvrier, leurs privilèges seront abolis. Leur mandat sera révocable à tout moment par les Comités populaires en cas de manquements graves, de non-respect des engagements pris devant les électeurs.

Pour s'exercer pleinement, la démocratie socialiste doit s'appuyer constamment sur les initiatives et les critiques de la base. Ce sont des millions de femmes et d'hommes qui exerceront dans les Comités, cette démocratie vivante, en actes !

Le socialisme dans la perspective du Communisme.

Le socialisme est la première phase du communisme. Le communisme signifie que tous les biens produits seront accessibles à tous. De plus le mouvement de luttes conduira à la liquidation de la division ancestrale du travail, à l'extinction de l'Etat, des luttes de classes et des classes.

Si les bases économiques du communisme peuvent être créées dans un pays donné, l'instauration et la victoire du communisme supposent le triomphe de la révolution prolétarienne mondiale, la liquidation totale de l'impérialisme.

La révolution socialiste française se considérera comme un détachement du camp révolutionnaire mondial.

L'expérience historique et les enseignements de Lénine et Staline trahis par Krouchtchev, Brejnev, Gorbatchev, Eltsine montrent que pour abolir les classes, il faut poursuivre et développer la lutte de classes contre l'impérialisme, les débris des classes exploiteuses, les tendances bureaucratiques. C'est le gage de la victoire.

La stratégie de révolution socialiste en France.

Le mouvement ouvrier pour s'émanciper définitivement doit en finir avec le capitalisme. L'expérience montre que le réformisme, le révisionnisme constituent des obstacles majeurs qu'il faut vaincre pour assurer la victoire de la révolution.

- La déviation réformiste.

Nous ne faisons pas allusion ici au social-libéralisme du PS devenu un parti de la bourgeoisie monopoliste quant au contenu de classe même s'il continue d'influencer les couches populaires, mais au nouveau courant social-démocrate qui vise à chasser sur le terrain abandonné par le PS. Il est représenté par le PCF ("muté"), la LCR, ATTAC et d'autres petites formations.

Les comités anti-libéraux présentent un double aspect.

Ignorer l'un ou l'autre conduirait à l'opportunisme ou au sectarisme. Ces comités sont tout d'abord l'expression du mécontentement et de la colère engendrés par les conséquences de la politique capitaliste : le néo-libéralisme .

En effet, le néolibéralisme lèse gravement la majorité des travailleurs, intellectuels, paysans, créateurs de ce pays. L'urgence commande de se battre contre cette politique au quotidien.

En cela les comités représentent un développement progressiste.

Toutefois, faute de parti ou mouvement ouvrier organisé, l'hégémonie et l'orientation de classe de ce mouvement se trouvent dans les mains des couches petites bourgeoises : (intellectuels, couches moyennes)

Cela se reflète dans les objectifs assignés au mouvement qui en reste à lutter contre les conséquences de certains aspects du capitalisme (ce qui est bien) sans rejeter le système capitaliste dans sa globalité (ce qui serait mieux).

Plus problématique, le comité antilibéral sur plusieurs points va contredire les intérêts du mouvement ouvrier.

C'est là le double aspect petit bourgeois (petit propriétaire) des dirigeants de la "gauche antilibérale".

a) Inscription dans la défense du bloc impérialiste européen comme contrepouvoir à "l'impérialisme américain" avec le thème de la renégociation du traité constitutionnel européen, les phrases sur "l'Europe sociale, autrement".

b) Critique du productivisme.

Dans l'esprit des rédacteurs, il s'agit en dénonçant les industries polluantes, de viser aussi la "société industrielle". Ainsi la gauche antilibérale accompagne volontairement ou pas, le résultat est là, les justifications du capital pour délocaliser et restructurer.

Dans cette conception, on retrouve les conceptions de Toni Negri sur le "post industrialisme" et la disparition de la classe ouvrière comme figure antagonique.

Enfin, le concept du "partage des richesses" tente de concilier les inconciliables. Vouloir à la fois prôner l'existence du capital et la nécessité que le travail arrache plus aux propriétaires des moyens de production, c'est l'utopie d'une entente possible capital/travail même « conflictuelle ».

C'est là le rêve des couches sociales intermédiaires de jouer un rôle sur la scène historique.

Concernant la gauche antilibérale, le mouvement communiste doit donc appuyer les aspects progressistes du mouvement et combattre les tendances réactionnaires qui découlent à la fois de la négation de la théorie marxiste de l'Etat comme dictature de classe et de la théorie pernicieuse d'un Etat au-dessus des classes; de la résurgence aménagée des théories réformistes des Bernstein sur le passage possible du capitalisme à une société capitaliste "juste et humaine".

D'autres variantes existent de la déviation de droite.

Le révisionnisme se montre encore actif dans la conception selon laquelle, les nationalisations conduiraient par accumulation de réformes- par un simple jeu évolutif- au socialisme au moyen d'une victoire électorale.

Cette théorie a prouvé sa vacuité.

La conquête d'une majorité parlementaire par les forces progressistes- circonstance rare (en raison de la dictature des monopoles)- mais dont l'hypothèse ne peut être totalement écartée ne signifie jamais la conquête du pouvoir d'Etat dont le gouvernement constitue l'un des rouages.

Les tâches des forces révolutionnaires en cas de victoire parlementaire de la gauche antilibérale, seule ou coalisée sous telle ou telle forme avec le courant communiste, resteraient identiques quant au contenu de classe : travailler à la révolution et briser l'Etat bourgeois.

En effet, aussi longtemps que la propriété des moyens de production et d'échange reste aux mains des capitalistes, ces derniers s'assureront de leur maîtrise totale du pouvoir d'Etat.

La propriété privée est la base matérielle de la dictature des monopoles.

Tant que cette propriété capitaliste demeure (et le capitalisme d'Etat ne l'infirmes pas avec les nationalisations), la société reste capitaliste quelle que soit l'orientation du gouvernement.

Les travailleurs continuent d'être exploités y compris avec la toute puissance de l'Etat bourgeois. La production est régie par la loi du profit capitaliste. Les capitalistes useront du pouvoir d'Etat (législation et mesures fascisantes, armée, police, justice) pour combattre le gouvernement anti-néolibéral jusqu'à son renversement par le sabotage économique et la fuite des capitaux (dans l'hypothèse où ce gouvernement anti-libéral conduirait une politique réellement progressiste et ne se contenterait pas de gérer la crise).

Le pouvoir politique du capital, de dictature de classe se traduit par sa main mise sur l'appareil d'Etat, son contrôle exclusif de l'armée, de la police, de l'appareil judiciaire et des médias.

L'appareil d'Etat est une machine de coercition, de répression contre les travailleurs en révolte et opposition au capitalisme.

A la différence des révisionnistes ou semi-révisionnistes on ne saurait confondre nationalisation et socialisme.

Les nationalisations présentent des caractéristiques différentes selon les pays, l'époque, le rapport de forces entre prolétariat et bourgeoisie.

Lorsque les forces productives ont été détruites en partie par la guerre, il peut être avantageux pour le capital monopoliste de voir assurer par la collectivité et l'argent public, les investissements productifs quitte à privatiser plus tard.

En France, étant donné la puissance du parti communiste en 1945, les nationalisations présentaient en outre un caractère démocratique : satisfaction des besoins urgents, péréquation et faible coût des tarifs, création d'institutions ouvrières.

Au fur et à mesure de l'affaiblissement du Parti Communiste, de la progression du révisionnisme en son sein, la bourgeoisie a pu infléchir la politique des services publics. Rendre dominante en leur sein puis sans partage, la loi de rentabilité financière créant ainsi les conditions politiques et matérielles des privatisations.

Dans toutes les circonstances, nationalisation purement bourgeoise (comme en Angleterre et Autriche après -guerre) ou démocratiques (France, Italie), le capitalisme d'Etat s'inscrit dans le cadre général des rapports de production capitaliste.

Pour que les nationalisations puissent déboucher sur une véritable socialisation, il est nécessaire que le prolétariat et la masse des travailleurs se posent la question du renversement et de la destruction de l'Etat capitaliste, la question de la révolution socialiste.

Pour une nouvelle révolution en France.

La révolution, produit d'un long processus révolutionnaire de luttes signifie un changement de mode de production, le passage de la domination d'une classe d'exploiteurs à la classe des exploités.

Avec l'arrivée de la classe ouvrière et de ses alliés (employés, intellectuels, paysans, travailleurs) au pouvoir, pour la première fois dans l'histoire, la majorité du peuple laborieux sera maître du nouvel Etat.

L'expérience acquise par le mouvement ouvrier atteste que le socialisme ne peut être introduit simplement au moyen de méthodes parlementaires.

Cette expérience est doublée de la connaissance d'une loi de l'histoire : aucune classe exploiteuse ne disparaît spontanément et pacifiquement de la scène historique.

La classe exploiteuse dominante utilisera tout son appareil de coercition et de répression, tout son arsenal de lois pour réprimer et écraser les travailleurs. Ces derniers au cours du processus révolutionnaire devront riposter par la violence révolutionnaire aux menées factieuses de la bourgeoisie, mobiliser la majorité du peuple travailleur pour isoler le capital monopoliste, d'où l'importance des alliances de classe avec les couches moyennes urbaines et rurales.

Le processus révolutionnaire aboutit à un seuil qualitatif la révolution quand l'Etat capitaliste est brisé.

Le nouveau pouvoir s'engage alors dans la socialisation de l'économie et une politique anti-impérialiste.

"Tous les chemins mènent au socialisme" (Molotov) il est vain de prévoir à l'avance les formes possibles, prises par la révolution dans notre pays.

Une crise révolutionnaire survient, selon l'analyse léniniste, quand "ceux d'en haut ne peuvent plus diriger et quand ceux d'en bas ne veulent plus être dirigés".

Dans cette crise, une grande importance doit être accordée à la créativité des masses populaires, aux expressions de démocratie directe, visant à transformer les comités de démocratie directe (les soviets en Russie) en organe de double pouvoir puis en organe de lutte pour la conquête du pouvoir d'Etat, en organe du soulèvement populaire.

Sur cette base, après la victoire du soulèvement populaire, le pouvoir ouvrier révolutionnaire s'assurera des positions dirigeantes (militants actifs dans les comités et reconnus par les masses)

dans l'armée, la police, la haute fonction publique puis transformera ces corps en institutions populaires au service des masses laborieuses.

L'ensemble des médias sera socialisé et remis aux comités populaires. La liberté d'expression et d'impression sera garantie pour la première fois au peuple travailleur.

La socialisation des monopoles liquidera en tant que classe sociale, l'oligarchie financière.

A un premier stade comme la NEP en URSS, l'Etat prolétarien reconnaîtra l'existence de la petite propriété privée capitaliste en assurant les mêmes garanties aux travailleurs de ces entreprises qu'à ceux des grandes entreprises socialisées

Un plan de coopération sera proposé aux petites entreprises afin de gagner ces petites entreprises aux avantages du socialisme et de la propriété sociale.

L'existence de plusieurs formes de propriété ne permet pas toutefois la planification intégrale de l'économie et conforte la loi de la valeur.

La nécessité de l'édification communiste exige le déploiement permanent de la lutte de classe afin de procéder à la socialisation intégrale, en liquidant progressivement les dernières formes de propriété capitaliste.

A la campagne, la terre et les moyens de production seront propriété nationale et remis gratuitement aux coopératives de production agricole avec le maintien de lopins individuels. La terre des grands agrariens sera remise et confiée aux coopératives.

Les conditions et voies propres à chaque pays.

Si les lois générales de la révolution et du socialisme sont universelles, les marxistes-léninistes ne peuvent manquer d'ignorer les traditions, particularités économiques, les rapports de force spécifiques propres à chaque pays ni ignorer le rapport de forces mondial.

Cette loi historique influera sur le rythme et les formes du processus révolutionnaire voire sur la forme prise par la dictature du prolétariat (DDP).

La France est le pays de la glorieuse Commune de Paris (1871). Lénine a écrit que les formes de la Dictature du prolétariat sont multiples mais que leur essence est unique.

Le socialisme: seule alternative au capitalisme.

Nous avons vu que seul le socialisme constituait une alternative favorable aux intérêts de la majorité de la population.

Seul le nouveau mode de production socialiste peut résoudre l'avenir des citoyens et du pays.

La paix, le futur de nos enfants, la satisfaction de nos besoins ne peuvent être assurés par le système d'exploitation même "humanisé"

La propriété privée des moyens de production n'est ni l'horizon indépassable ni « la fin de l'histoire ».

Le socialisme présuppose pour vaincre, la formation d'une solide alliance de classe afin d'isoler toujours plus la bourgeoisie monopoliste, principal ennemi des travailleurs, afin de « monter à l'assaut du ciel » (Commune de Paris). Cette nouvelle alliance de classe sous direction de la classe la plus révolutionnaire, le prolétariat, constituera un nouveau bloc historique et populaire.

Bloc qui assurera la continuité des traditions démocratiques séculaires et organisera la rupture avec les traditions obscurantistes, réactionnaires, coloniales et chauvines de la France bourgeoise.

La classe ouvrière devenue dirigeante, donnera un nouveau contenu de classe à la nation française ; un contenu internationaliste et pacifique vis-à-vis de tous les peuples.

L'un des premiers actes du pouvoir révolutionnaire devra être l'annulation des traités inégaux en vigueur, de la dette, l'ouverture des archives afin de faire toute la lumière sur les crimes du colonialisme et de l'impérialisme français.

La défense de notre nation (nationale par la forme, socialiste par le contenu) sera l'affaire de l'Armée Populaire dotée des armes nécessaires, de la conscription populaire, du peuple en armes selon l'expression d'Engels.

Une des grandes traditions démocratiques de notre peuple concerne la laïcité bien mise à mal par le cléricalisme et la montée du communautarisme sur le modèle nord-américain.

L'église et l'Etat seront strictement séparés. Le socialisme reconnaît la liberté de croyance et de pratique du culte. Toutefois la même liberté sera accordée à la propagande matérialiste pour l'athéisme.

Le socialisme combat avec les moyens et la force de la loi, le cléricalisme c'est-à-dire l'utilisation des croyances religieuses à des fins politiques clairement favorables aux forces féodales et capitalistes.

L'Etat socialiste ne peut se développer sans assurer des priorités budgétaires : la santé, la suppression de la loi du profit favorisera la médecine populaire, la prévention et le suivi de santé de chaque citoyen.

La santé n'est pas un coût mais un devoir de la société vis-à-vis de ses mandataires.

La recherche scientifique sera aussi au cœur du développement socialiste et ce dans tous les domaines.

Enfin le socialisme c'est l'attention constante envers la jeunesse, une jeunesse actuellement broyée par le système capitaliste.

L'éducation populaire assurera aux jeunes, à tous les jeunes une formation de qualité et qualifiante. Le socialisme supprimera toutes les "grandes écoles" ou lycées d'élite pépinière de la bourgeoisie. La bureaucratie d'Etat (rectorat, inspections générales) sera allégée et démocratisée.

Les comités populaires assureront la liaison permanente école/entreprise/vie de la cité.

L'éducation sera polytechnique au sens de K. Marx assurant une formation intégrale du jeune sur le plan scientifique, littéraire, linguistique, économique et industriel.

Le socialisme exige des citoyens instruits, aptes à la polyvalence afin d'opter librement pour la progression de leur choix et de pouvoir, si nécessaire et souhaité, changer d'activité professionnelle

L'éducation permanente et la culture seront l'apanage de chaque bâtisseur du socialisme.

Le rôle du parti communiste.

Sans un parti de classe, ayant conquis la majorité de la classe ouvrière, lié par mille fils aux autres couches populaires, il est impossible de marcher vers le socialisme.

Là où le socialisme a pu s'édifier et se développer c'est sous la direction du parti communiste.

Dans les Etats où domine le social-démocratie : les dirigeants réformistes divisent la classe ouvrière en deux tendances, l'empêchant de jouer pleinement son rôle de classe antagonique.

Le drapeau de l'unité de la classe ouvrière est l'arme utilisée par les partis communistes pour s'adresser à la base des partis réformistes afin de les aider à rompre avec leurs dirigeants acquis à la défense du capitalisme.

Une conception scientifique matérialiste du monde.

Les partis réformistes sont des partis guidés par le pragmatisme idéologique avec coexistence de théories diverses, toutes d'essence petite bourgeoise et bourgeoise.

L'objectif de ces partis n'étant pas de détruire le capitalisme mais de l'aménager et de le pérenniser. Ils n'ont nul besoin d'une théorie guidant la pratique (la praxis).

Les formations révisionnistes, quant à elles, se réfèrent à divers courants éclectiques de la pensée sociale, de Marx ils gardent une partie du noyau critique du capitalisme mais occultent ses enseignements révolutionnaires.

Les partis communistes se guident sur le matérialisme historique et dialectique, les enseignements de Marx Engels, Lénine, Staline, de l'Internationale Communiste, du Kominform.

Ils confrontent la méthode matérialiste à l'analyse des faits sociaux, des contradictions et mutations du système impérialiste mondial.

Leur théorie : le marxisme-léninisme prend pour base, la conception que la lutte de classe est le moteur de l'histoire mais étend cette reconnaissance à la nécessité de la lutte pour établir le socialisme par la dictature du prolétariat.

Les réformistes nient les lois essentielles du capitalisme telles l'exploitation salariale, le caractère de classe dictatorial de l'Etat, l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme.

Les réformistes justifient le profit capitaliste en disant que les "investissements d'aujourd'hui sont les emplois de demain".

Ils prêchent la conciliation des classes, sous prétexte « d'intérêts communs » ou de « l'intérêt national ».

Pour les marxistes léninistes, y compris au quotidien, les intérêts de la classe ouvrière et des travailleurs sont inconciliables avec les intérêts du capital.

Si les profits augmentent, automatiquement c'est au détriment des intérêts populaires et du niveau de vie des masses laborieuses.

Nous nous prononçons pour la radicalisation de la lutte de classe au fur et à mesure que le prolétariat prend conscience de son rôle premier de fossoyeur du capitalisme.

Ce fait constitue la base objective du rôle indépendant du parti communiste dans les fronts, dans les comités, dans le mouvement anti-libéral. L'URCF fixe la tâche au mouvement ouvrier de prendre la tête du front populaire de Luttés.

Le parti communiste a pour tâche centrale de présenter ses objectifs socialistes de lutte devant les masses afin d'élever sa conscience anticapitaliste et de lier toutes les luttes démocratiques antilibérales : salaires, emplois, service public, souveraineté nationale, paix, solidarité internationaliste et anti-impérialiste à la lutte générale contre le capitalisme.

Le parti communiste armé de son programme révolutionnaire enrichi constamment par la pratique des masses se situera à l'avant-garde de la classe ouvrière dans sa lutte pour son émancipation totale.

Construire le parti communiste.

La relativement lente décomposition révisionniste et réformiste du PCF a conduit à l'absence sur la scène politique d'un véritable parti communiste.

Aujourd'hui le PCF refuse de considérer le socialisme comme une alternative au capitalisme et limite son combat à la seule lutte contre le néo-libéralisme (c'est-à-dire à quelques conséquences du capitalisme)

Il y a donc nécessité de construire un parti révolutionnaire anticapitaliste : le parti communiste.

Actuellement plusieurs organisations divisées travaillent à cet objectif. L'unité des communistes est le drapeau de l'URCF.

Unité d'action tout d'abord au quotidien pour se défendre et repousser les coups du capital; ensuite confrontation démocratique des opinions et thèses des organisations communistes afin, sans concession sur les principes, de travailler à surmonter les divergences.

Le CNU (Comité national unitaire pour l'unification des marxistes-léninistes) créé en 2006 et regroupant sept organisations marxistes-léninistes est un progrès qualitatif dans le processus d'unité.

Le parti communiste c'est la "fusion du socialisme scientifique et du mouvement ouvrier".

Cela implique que les organisations communistes pré-parti agissent dans les quartiers populaires et en direction des usines et entreprises. C'est le but de notre programme : armer les militants URCF dans leur combat quotidien contre le néolibéralisme dans un lien indissoluble et constant avec le combat général et révolutionnaire contre le capitalisme.

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES AXES DE LUTTES IMMÉDIATES DE L'URCF.

Dans notre peuple, existent une grande souffrance, un profond désarroi, des inquiétudes sur l'avenir des enfants mais aussi l'aspiration au changement avec la politique conduite tant par la droite que par la gauche social-libérale.

L'emploi, les salaires, un travail motivant, le refus de la guerre et de l'exploitation du tiers-monde, l'aspiration à une démocratie donnant la parole à ceux qui produisent les richesses du pays et qui en sont spoliés, sont des aspirations qui montent. Comment faire ? Quels éléments tirent la chaîne ?

Nous connaissons des camarades se réclamant de notre idéal, qui considèrent que la tâche des communistes est d'exposer leur conviction d'avenir : le socialisme, selon lesquels tout axe de lutte transitoire serait frappé du sceau du réformisme.

Nous sommes d'une opinion contraire, nous ne pouvons ignorer les souffrances et les nécessaires correctifs d'urgence, possibles par le développement des luttes de classes.

Nous avons montré dans ce document que la pratique éclairée par la théorie est le meilleur moyen de conscientiser les forces du travail, à condition de prendre appui sur notre programme de lutte générale pour le socialisme.

Nous voulons agir au côté des travailleurs tels qu'ils sont, non pour en rester là, mais parce qu'en partant des aspirations, revendications, besoins, illusions parfois, les marxistes contribueront à transformer le mouvement populaire en force consciente et agissante.

Bien sûr que la lutte contre le néo-libéralisme soit en dernière instance réformiste, puisqu'en soi, si elle combat les causes, elle ne touche pas aux racines du mal : le capitalisme.

Mais comment les doctrinaires, croient-ils rendre irrésistible, la conviction que la marche à la révolution et au socialisme est le seul avenir durable et possible pour l'humanité laborieuse ?

Le socialisme scientifique n'est pas une religion.

Le prosélytisme, la répétition de formules justes mais abstraites ne suffisent pas à produire la force sociale et politique supérieure pour vaincre le capitalisme.

L'expérience des masses dans les luttes est première.

A condition que les communistes opèrent le lien constant entre axes de luttes anti-néo-libéraux et lutte pour le socialisme, relie la lutte contre le néo-libéralisme à la lutte contre l'Etat des monopoles et contre l'impérialisme mondial.

Cela est nécessaire pour que nos axes de luttes renforcent la conscience et la conviction que le progrès social durable exige la révolution socialiste.

Notre programme synthétise des tâches à la fois nationales et internationales indissociables.

Les transformations du système impérialiste mondial ont conduit à une plus grande interdépendance.

L'enjeu pour se libérer de la chape néo-libérale est que s'organise dans chaque pays, une résistance au nouvel ordre mondial impérialiste.

Que simultanément ces résistances se coordonnent contre leurs ennemis : les organismes impérialistes internationaux, les bourgeoisies monopolistes ou compradores de chaque pays et leur Etat.

La victoire à l'échelle d'un pays est rendue plus difficile mais n'est pas impossible et peut servir de stimulant de lutte aux pays voisins ou non.

Au centre de notre programme tant minimal que maximal, se trouve la satisfaction des besoins matériels et culturels. C'est le point de départ obligé.

Les potentialités des forces productives de plus en plus sociales grandissant sans équivalence dans l'histoire, se trouvent de plus en plus mutilées par l'appropriation privée, monopolistique et capitaliste des richesses sociales produites.

Les besoins sont donc de moins en moins satisfaits.

L'humanité vit plus mal qu'au XXème siècle !

La proposition centrale de la lutte immédiate contre le néo-libéralisme, se situe dans le combat pour de nouvelles nationalisations.

Nous avons rappelé les apports et les limites d'une politique de nationalisations. Ces mesures relèvent du capitalisme d'Etat.

Notre programme s'inscrit dans la nécessité d'exacerber les luttes de classes, ces luttes de classes doivent s'étendre à la question de la gestion, de la politique économique à suivre, de l'Etat.

Ces nationalisations permettraient d'orienter la politique du pays dans une rupture avec le néo-libéralisme.

Concernant la gestion, la lutte des classes outre les revendications urgentes, catégorielles et générales, doit affronter et résoudre la question: rentabilité financière ou rentabilité nationale pour satisfaire les besoins.

Cette résolution n'a pas sa solution dans l'énoncé de simples propositions mais dans les luttes de classes contre la gestion capitaliste.

Notre programme se conçoit comme une démarche visant à s'inscrire dans les luttes extraparlimentaires, afin d'exercer une pression sur les monopoles mais aussi sur les forces anti-néo-libérales pour que leur mandat reconnaisse la prise en compte des nationalisations.

Tout relâchement des luttes conduira à la contre-offensive du capital financier, à réintroduire la rentabilité financière dans les services publics.

La nationalisation étant une transition selon le poids politique du prolétariat et des travailleurs, soit vers le néo-libéralisme soit vers la révolution.

C'est pour cela qu'il faut donner le primat aux luttes de classes.

L'application et la réalisation des mesures que nous préconisons, vise non à aménager le système d'exploitation, ou à « l'humaniser » mais à aggraver toutes ses contradictions dans tous les domaines, à élever la compréhension historique de la nécessité de briser l'Etat bourgeois.

Le programme immédiat de l'URCF s'oriente vers une politique de reconstruction du tissu économique, que la bourgeoisie monopoliste française a miné, dans sa course à l'exportation des capitaux, dans sa recherche du surprofit immédiat.

Une politique de l'emploi, alors que la bourgeoisie sacrifie la jeunesse, à des postes précaires, à l'intérim, casse par les délocalisations des villes entières. Une politique de défense et conquête de nouveaux droits démocratiques, une politique indépendante et pacifique de solidarité avec les peuples contre la guerre et l'impérialisme.

Enfin, les axes de luttes immédiats ouvrent le processus de luttes de classes jusqu'à la révolution socialiste, non pour « économiser » cette tâche mais pour qu'elle soit au cœur des luttes quotidiennes. Nous avons mission également consistant à défendre, expliquer ce qu'a été réellement le socialisme en URSS et ailleurs.

A montrer ce que signifie pour chacun un changement de mode de production, à expliquer ce qu'est le socialisme, à un moment où seuls les communistes révolutionnaires font de la suppression de l'exploitation et de l'abolition du salariat, leur objectif stratégique.

On sait que le PCF a renoncé à cet objectif, c'est à l'URCF et à tous les camarades du mouvement vraiment communiste de continuer le combat révolutionnaire vers la perspective du socialisme et du communisme.

URCF : AXES DE LUTTES

De la lutte quotidienne contre le néo-libéralisme à la lutte générale contre le capitalisme !

I/ LUTTE CONTRE LE NÉO-LIBÉRALISME

Notre programme part de l'analyse du système impérialiste mondial, de la stratégie politique générale des monopoles : le néo-libéralisme.

En France, au-delà des références « au modèle social français » qui servent de masque au démantèlement des conquêtes sociales, se renforce la contradiction croissante entre une poignée d'oligarques de la finance qui s'enrichissent de l'affaiblissement de l'économie du pays et l'écrasante majorité des travailleurs qui souffrent de cet affaiblissement.

La bourgeoisie monopoliste française à « vocation rentière » selon Lénine, a gardé cette particularité. Les tendances à l'usure, à la spéculation conduisent à l'exportation massive des capitaux. La France est au second rang des puissances impérialistes mondiales, pour l'investissement à l'étranger.

En raison des traditions de lutte de classes déjà évoquées par Marx et Engels, la bourgeoisie monopoliste française, s'est toujours méfiée des investissements à long terme, n'engendrant pas de rapides surprofits. S'est développée une tendance parasitaire et accapareuse dans cette classe.

Dans ces conditions, l'industrie a été affaiblie et même liquidée : métallurgie, sidérurgie, textile, mines soit la suppression de 2 millions d'emplois structurels

Le choix de se replier vers la production militaire, l'aéronautique les services, le tourisme, l'industrie du luxe, n'a pas enrayé la tendance au déclin du pays.

La bourgeoisie monopoliste dont les profits grimpent d'année en année s'est tournée vers l'exportation des capitaux et la pénétration économique des pays du « tiers-monde ».

Le néo-libéralisme conduit tant par les gouvernements de gauche (dès 1983) que par la droite réactionnaire, dans le droit fil de l'Union européenne a aggravé davantage la situation de millions de personnes dans ce pays.

Sont grandes les souffrances, l'insatisfaction en raison des dégradations des conditions de travail, la peur du lendemain, l'obligation de quitter la région où on comptait faire sa vie, l'exploitation et les cadences renforcées à l'usine.

De plus les paysans acculés à s'endetter toujours plus, une culture en proie au déferlement d'une sous culture US standardisée, une recherche sacrifiée car « non rentable » pour les capitalistes, des services publics bradés à la finance, une école aux moyens toujours plus limités.

Tous ces faits conduisent le pays au bord de la catastrophe imminente.

Comme tous les travailleurs, nous sommes intéressés à ce que se reconstituent les bases économiques, industrielles, agricoles afin d'assurer les emplois et de satisfaire les besoins.

Comme la bourgeoisie monopoliste a des intérêts contraires, notre programme considère que le postulat de tout changement obtenu par les travailleurs, se fonde dans les luttes de classes nécessaires d'abord pour faire reculer le capital et ensuite pour le vaincre.

L'ensemble des mesures minimales et urgentes que nous préconisons, a pour priorité l'emploi, le logement social, l'Education et la recherche, la santé.

Nous savons que les monopoles privés mus par la recherche unique du maximum de profits, n'ont nulle intention d'investir dans la renaissance et la consolidation du secteur industriel.

En 1945, les Français étaient confrontés à la même situation. La lutte contre le néo-libéralisme exige le recours à la puissance publique contre les intérêts de caste.

Comme marxistes, nous savons que les nationalisations déboucheront sur un capitalisme d'Etat, dont nous connaissons les limites puisqu'il ne supprime pas l'exploitation salariale, qu'il situe encore son cadre d'intervention dans les rapports bourgeois d'exploitation.

Cependant comme après-guerre, la pression exercée par les travailleurs sur l'Etat peut contraindre la bourgeoisie à des reculs afin de solutionner des problèmes urgents non réglés depuis 3 ou 4 décennies.

La situation comprend aussi des différences avec 1945. A cette époque, les monopoles voyaient dans l'adoption de mesures interventionnistes de la part de l'Etat (le keynésianisme), un

moyen de faire porter le coût de la reconstruction sur les travailleurs, en évitant les investissements coûteux.

Les raisons politiques ne manquaient pas non plus à la bourgeoisie. Le capitalisme monopoliste, lors des « trente glorieuses » utilisa la voie des réformes et des concessions afin de contrer les luttes de classes et le danger révolutionnaire.

Aujourd'hui le néo-libéralisme « mondialisé » signifie : liquidation des secteurs et activités « non rentables », leur transfert dans des Etats (délocalisations) où la main d'œuvre vend sa force de travail à plus bas prix, la privatisation de services publics susceptibles maintenant de permettre la réalisation de surprofits par le capital financier.

Combattre le néo-libéralisme ne peut se faire par un quelconque compromis avec la bourgeoisie monopoliste.

Cette tâche qui assurera la satisfaction des besoins urgents, nécessitera des luttes d'ampleur : grèves locales et générales, manifestations, occupations des usines, saisie par les travailleurs des entreprises délocalisées ou menacées de fermetures.

Notre programme a une forte résonance internationaliste. Le néo-libéralisme s'appuie sur l'interdépendance croissante des économies pour semer la résignation faute de changements mondiaux.

La lutte contre le néo-libéralisme doit se dérouler et s'initier à l'échelle de chaque pays, tout en recherchant et développant la solidarité active avec tous les peuples qui résistent à l'impérialisme.

Les intérêts convergents des classes ouvrières et des peuples-travailleurs s'avèreront plus fort que les coalitions du capital, minée par les rivalités et la concurrence.

Combattre le néo-libéralisme signifie combattre l'échange inégal dont s'enrichissent les multinationales du pays.

Nous devons nous opposer au pillage par des entreprises publiques françaises, de l'économie d'autres pays d'Afrique, d'Amérique Latine, d'Asie.

Nous opposer aux OPA diverses des multinationales françaises qui conduisent à la perte d'emplois de milliers de travailleurs à l'étranger.

Nous devons impulser la lutte pour le droit à l'autodétermination des colonies et territoires d'outre-mer, nous mobiliser jusqu'au rapatriement des corps expéditionnaires français.

C'est la condition de réciprocité pour que les peuples soutiennent notre refus de tous les diktats de l'Union européenne, organisme impérialiste d'application du néo-libéralisme.

En effet, il n'y aura pas de changement véritable, sans remettre en cause la politique « européenne » préconisée et appliquée depuis des décennies par ce cartel des multinationales et des Etats capitalistes.

De même, s'opposer au néo-libéralisme exige le déploiement d'un politique de paix, c'est la raison pour laquelle, nous revendiquons le retrait de la France du pacte atlantique et de l'OTAN.

A) AXES DE LUTTES POUR DES DROITS DEMOCRATIQUES NOUVEAUX.

Défendre et développer la démocratie contre la réaction et l'autoritarisme.

Enoncé :

Nous sommes les témoins d'une crise profonde de la représentation politique, crise accélérée par le référendum sur le projet de traité constitutionnel.

Les partis de l'arc consensuel autour du néo-libéralisme, UMP/UDF, PS social-libéral qui représentent 90 % des élus aux parlements nationaux, ont été clairement mis en minorité malgré un battage médiatique sans précédent.

L'écart s'accroît entre le pays réel et le pays représenté, aggravé par la politique menée par le gouvernement Villepin-Sarkozy, qui a poursuivi la politique de Jospin favorable aux intérêts financiers, à coups de privatisations, d'emplois toujours plus précarisés, de baisse des impôts pour les privilégiés de la fortune. Politique clairement sanctionnée le 29 mai.

Nous vivons aussi les limites historiques du régime institutionnel mis en place par la Vème République.

Cette constitution de 1958, condamnée à l'époque par les forces démocratiques, a effectivement instauré et développé un régime autoritaire, manifestation des pires tendances réactionnaires du pays (à l'exception du fascisme pétainiste) : le bonapartisme et le monarchisme.

Elle a perverti en profondeur le système de représentation politique, en forgeant un présidentielisme qui s'incarne dans une bipolarisation droite /gauche.

Cette bipolarité entre pôle libéral et pôle social-libéral s'avère la forme prise par la dictature du capital dans la France contemporaine.

En effet, l'alternance ou la cohabitation de deux forces en accord général sur la construction capitaliste de l'Europe et sur la défense et la pérennisation du capitalisme par le néo-libéralisme vise à liquider toute possibilité d'alternative progressiste.

Les marxistes considèrent que la « démocratie » capitaliste est au service des intérêts des monopoles ce que Marx appelait la dictature du capital.

C'est une démocratie tronquée pour les riches, une dictature pour l'immense majorité des travailleurs.

L'évolution de l'impérialisme (capitalisme de monopoles) confirme l'analyse de Lénine sur « la réaction sur toute la ligne » propre à ce stade.

La tendance des pays capitalistes est de réduire toujours plus les pouvoirs du parlement, d'accroître le rôle de l'exécutif.

En France, le présidentielisme tend à restreindre le débat d'idées au profit du lancement et de la compétition permanente « d'hommes providentiels » formatés par les instituts de sondages, d'accord sur l'essentiel (une politique au service des intérêts financiers), mais se « différenciant » sur le « look », la personnalité, la nature des promesses, qui de toute façon, ne seront pas tenues.

Le débat démocratique et ses enjeux, y compris de classe, sont détournés. Le capital faisant voter lors des consultations électorales conformément aux études de « profil » des instituts de sondage, triste réincarnation du suffrage censitaire.

Le parlement est devenu sous la constitution gaullienne, une simple chambre d'enregistrement des décisions de l'exécutif. Tous les projets gouvernementaux sont ainsi avalisés. L'opposition conduite au rôle de faire valoir et de « caution démocratique ».

Les partis dominants, grâce au système électoral uninominal à deux tours, se subordonnent leurs alliés des formations devenues satellites. Le désistement réciproque introduit un système de troc électoral.

La bipolarisation actuelle UMP/PS reproduit avec quelques spécificités françaises, la « démocratie » US, où républicains et démocrates, financés par les monopoles, au pouvoir s'avèrent les commis des multinationales.

En France, la lutte entre la vraie droite et la fausse gauche conduit aux mêmes conséquences. Comme il faut faire perdurer les illusions, les partis de gauche minoritaires agitent cette éternelle question, « comment s'assurer de l'ancrage à gauche du PS ? »

Quant aux forces politiques non représentées au parlement faute, souvent non d'influence mais de moyens financiers, elles sont vouées à la marginalisation dans les débats, médias pour conjurer toute construction et élaboration alternatives.

La « démocratie tronquée » se vérifie dans le financement des partis politiques, par l'Etat des monopoles. L'argent va à l'argent, puisque les indemnités, subventions seront d'autant plus fortes que vous avez obtenu plus de voix (sur la base préalable de l'inégalité criante de moyens).

En somme, ce système permet l'autoreproduction toujours des mêmes forces politiques libérales ou social-libérales.

Une liberté essentielle conditionnant la liberté d'expression : la liberté d'impression est bafouée, quand le coût des campagnes électorales atteint la somme exorbitante de plusieurs milliards d'euros, là aussi, seules les riches formations (financées par le capital) sont favorisées.

Pour conquérir de nouveaux droits, il faut abroger la V^{ème} République, ouvrir un large débat dans le pays, pour l'élection d'une assemblée constituante.

Les marxistes-léninistes que nous sommes, n'ignorent pas que la République démocratique, restera encore sous la direction réelle de la classe capitaliste, grâce à son pouvoir d'Etat .

Toutefois, la République démocratique serait le cadre le plus favorable pour l'expression de la souveraineté populaire par les luttes de classes, un outil de défense plus approprié pour revendiquer le contrôle populaire, une démocratie plus conséquente et favoriserait l'intervention populaire massive.

Sans mobilisation massive et luttes extraparlimentaires, cette République démocratique ne verra pas le jour.

ENJEUX DE CLASSE :

La réaction au stade impérialiste est négatrice des droits démocratiques et de la démocratie en général. Nous avons là, une des contradictions politiques aigues du système capitaliste, entre les libertés formelles affichées et l'aspiration populaire à la démocratie bafouée et niée au quotidien.

Le recours à des exécutifs « forts » facilite la subordination des dirigeants politiques aux conseils d'administration des monopoles.

Lénine a montré l'importance de la lutte de classes politique pour la démocratie, reliée à la lutte générale pour le socialisme.

La dénonciation des scandales financiers impliquant des politiciens véreux, la démonstration du coût élevé de l'appareil d'Etat bourgeois, de son parasitisme croissant, de ses interventions militaires impérialistes sont des moyens pour la classe ouvrière de gagner des alliés politiques et de dévoiler toute la pourriture du système d'exploitation.

L'URCF doit combattre les déviations possibles, celle de droite (opportunisme) qui fait de la lutte pour les droits démocratiques, une « fin en soi », dissociée de la lutte anticapitaliste. Combat également contre la déviation de « gauche » de type sectaire qui ignorant réellement la signification et les implications de la dictature du capital, estime que la lutte pour les droits démocratiques créeraient des « illusions » sur le système capitaliste.

En réalité, ces illusions ne sont-elles pas forgées par tous les appareils idéologiques au service de la domination capitaliste, les « idées dominantes ne sont-elles pas celles de la classe dominante » ? si bien sûr !

Les marxistes ne se posent pas la question de savoir si telle ou telle mesure est réaliste ou pas, mais avant tout partent de ce qui est souhaitable et indispensable. Les revendications démocratiques ont pour but, d'éduquer, la classe ouvrière dans le démocratisme radical qui trouvera son aboutissement dans le socialisme, de souligner le caractère dictatorial du régime bourgeois, de défendre les travailleurs dans leur aspiration réelle à l'intervention dans les choix politiques qui concernent leur quotidien.

AXES DE LUTTES :

L'URCF se prononce pour l'abrogation de la constitution de la Vème République.

Nous nous battons pour une assemblée nationale Constituante. Nous défendrons dans le débat à la constituante, le principe d'une république démocratique.

A toutes les élections nous défendons le principe de scrutin au suffrage universel à un tour, avec proportionnelle intégrale (liste nationale, municipale, régionale). Les listes ayant obtenu au moins 1% des suffrages siégeant à l'assemblée nationale et dans toutes les autres structures locales ou régionales.

L'Assemblée nationale doit exercer le pouvoir exécutif et législatif, nommer le gouvernement et élire le président du Conseil.

L'Assemblée élit en son sein (représentation proportionnelle des forces politiques élues au parlement), une présidence collective de la République : (suppression du présidentielisme).

Le droit de vote est étendu à toutes les personnes volontaires, vivant sur le territoire français depuis trois ans, et qui ainsi sur demande bénéficieront des droits citoyens pleins et entiers.

La signature et ratification des traités, déclaration de guerre incomberont à l'Assemblée nationale.

L'URCF agira pour que la République démocratique reconnaisse et fixe un droit de contrôle permanent au peuple-travailleur.

Aux élections à tous les niveaux, nous nous prononçons pour que les listes politiques se présentant devant le suffrage universel s'engagent à un contrat avec leurs électeurs devenant mandat en cas d'élection.

Des affaires de la commune jusqu'à l'Assemblée nationale, les électeurs par pétition référendaire (seuil à fixer) doivent avoir le droit de révoquer leurs élus pour manquement aux engagements, corruption, malversations.

C'est là une grande tradition de la commune de Paris à perpétuer. Le droit de révocation doit être permanent.

L'exercice de formes de démocratie directe doit entrer en vigueur.

L'URCF luttera pour que le contrôle populaire soit exercé par des assemblées de quartier regroupant les habitants de la commune, ces assemblées ont pouvoir de propositions et de contrôle y compris budgétaire.

Dans les Etats capitalistes, les monopoles directement ou non, s'assurent du soutien politique des partis par leur financement. Une véritable exigence de démocratisation du pays doit interdire tout financement par les puissances d'argent.

Afin de favoriser liberté d'expression et d'impression, les partis, associations, syndicats doivent bénéficier de l'accès à un service public d'imprimerie nationale, où la production de documents sera comptabilisée dans les mêmes règles pour tous (chaque organisation payant intégralement son tirage, son volume dépendant des possibilités de chacune).

Nous proposons l'abrogation de la loi sur le financement par l'Etat des partis politiques et associations.

Chaque formation politique, association, syndicat, églises doit s'autofinancer uniquement avec les cotisations et dons de ses membres.

Le coût des campagnes électorales doit être moralisé.

Les abus seront interdits, l'imprimerie nationale garantira l'égalité de traitement par rapport à la qualité d'impression.

Ainsi, les candidatures et leurs électeurs doivent avoir la possibilité de se prononcer sur le contenu des propositions politiques et non sur des critères antidémocratiques. Le coût des campagnes serait ainsi réduit.

La République démocratique doit favoriser l'exercice des mandats par des politiciens non professionnels.

Des indemnités et congés doivent être accordés durant les sessions du parlement, le député devant continuer à exercer sa profession entre deux sessions.

Le cumul des mandats sera interdit, le principe sera : un élu, un mandat !

Des mesures sociales seront prises, pour permettre l'accès égal des femmes, des jeunes, des citoyens issus de l'immigration à la vie politique.

L'armée redeviendra une armée de conscription. Les soldats doivent bénéficier des droits citoyens pleins et entiers, leur droit syndical et d'association politique doit être reconnu.

La démocratie exige la lutte contre les discriminations racistes et sexistes.

La liberté de correspondance sera assurée par l'interdiction des écoutes téléphoniques, de la lecture des courriels, sauf dans les cas d'exceptions prévus par la loi, toutefois, la liste des personnes sous écoute sera consultable par les comités de contrôle populaire.

La vidéo-surveillance sera interdite par la loi, comme portant atteinte aux libertés publiques.

LA CITOYENNETE DOIT S'ETENDRE A L'ENTREPRISE :

ENJEUX DE CLASSE :

Près de la moitié de la classe ouvrière oeuvrant dans des PME est privée souvent de réels droits syndicaux.

L'URCF considère comme une condition vitale de l'unité ouvrière, la question de l'égalité des droits.

Dans les entreprises nationalisées que nous préconisons, nous luttons pour une représentation plus démocratique avec cette idée de bon sens, les travailleurs, catégorie la plus nombreuse doivent avoir la majorité des sièges.

Enfin, le néo-libéralisme tente de réglementer voire d'interdire le droit de grève, nos propositions partent de la nécessité de sa reconnaissance et défense.

AXES DE LUTTES :

Le droit syndical sera obligatoire dans toutes les entreprises, dès lors qu'il y a deux personnes salariées (élection d'un délégué du personnel, création d'une section d'entreprise). Dans les entreprises de 10 salariés, un comité d'entreprise sera élu.

Les conditions de vérification seront effectuées par l'inspection du travail avec contrôle des unions locales des centrales syndicales.

Tout entrave au droit syndical sera punie par la loi, la notion de « harcèlement » sera étendue aux syndicalistes victimes de pressions patronales quelque soit la forme.

Le droit à l'expression politique dans l'entreprise doit être reconnu : affichages, réunions, prise de positions.

Nul ne peut être poursuivi ou victime de discriminations en raison de son engagement politique, syndical, privé dans l'exercice de son travail.

Le droit de grève sera reconnu comme expression légitime de la souveraineté populaire, les limites actuelles au droit de grève seront abrogées.

Les « clauses de confidentialité » sur la gestion de l'entreprise seront abrogées.

Les salariés par l'intermédiaire de leurs élus, bénéficieront du droit à l'information sur tout ce qui concerne la marche de leur entreprise.

Dans les entreprises publiques, la démocratisation touchera la représentation paritaire de la direction.

Les représentants des salariés auront plus de 50 % des sièges au conseil d'administration.

Dans les entreprises privées, les pouvoirs du comité d'entreprise doivent être élargis.

Les élus du personnel bénéficieront d'un droit de contrôle sur la gestion et les investissements, sans restriction, avec droit d'interpellation auprès de l'inspection du travail.

B/ AXES DE LUTTES POUR LES DROITS SOCIAUX :

ENJEUX DE CLASSE :

Le néo-libéralisme a détruit ou achève de détruire les grandes conquêtes sociales et collectives du 19 et 20ème siècle.

Le projet de « sécurité sociale professionnelle » instaure une individualisation du contrat de travail au détriment des conventions collectives.

Le patronat veut aggraver l'exploitation capitaliste, durcir les conditions de travail, accentuer la concurrence, volet de chômage oblige, entre travailleurs ayant un emploi et privé d'emploi.

La tâche des travailleurs est tout d'abord de défendre le Code du travail, les conventions collectives. Un grand danger réside dans le projet de « sécurité sociale professionnelle » de la direction CGT avec l'assentiment et le consensus de Villepin, Sarkozy, du PS, du PCF et des anti-libéraux, même si le contenu proposé peut varier d'une organisation à l'autre.

Ce projet appelé aussi « parcours professionnel individualisé » réintroduit le livret de travail, aboli au 19ème siècle par les luttes ouvrières.

Il s'agirait d'individualiser les situations. Le salarié même après son licenciement, resterait inscrit dans les effectifs de l'entreprise mais serait payé par l'argent public (les anti-libéraux mettant à contribution le patronat).

En réalité, cela couvrirait les tentatives de modifier les statistiques des chômeurs, à défaut d'éliminer le chômage !

Cela revient à opposer au collectivisme manifesté dans les grandes luttes de classes qui ont permis le gain de victoires et d'acquis, le culte de l'individualisme.

Où seraient les intérêts collectifs, si chacun a son propre parcours professionnel et individuel au détriment des statuts et garanties d'évolution de carrière !

C'est une attaque frontale avec l'accord du syndicalisme d'accompagnement contre les fonctions traditionnelles du syndicat de lutte et de masse, le triomphe du corporatisme et du « mutualisme » (simple suivi administratif des carrières). Or c'est le syndicalisme de luttes de classes qui a permis le gain de victoires et d'acquis sociaux.

Au lieu de reconnaître et développer cette vérité historique, le réformisme se cantonne à prôner, comme la bourgeoisie, le culte de l'individualisme.

C'est une offensive camouflée contre le droit de grève qui implique la défense collective des travailleurs !

L'URCF s'inscrit dans la mise en avant des revendications collectives qui exigent des luttes massives et des acquis pour tous !

AXES DE LUTTES :

Interdiction des licenciements économiques.

Echelle mobile des salaires et prix (indexation des salaires sur les prix), rattrapage du pouvoir d'achat.

Revalorisation importante et immédiate du SMIC (1580 euros net), des bas salaires et pensions. L'URCF soutient la revendication d'une hausse générale des salaires et pensions de 300 euros mensuels.

Plus de salaires en dessous du SMIC. Pas d'horaires imposés inférieurs à la durée légale du temps de travail.

Loi cadre nationale instaurant les 35 heures pour tous (payées 40) dans toutes les branches d'activité.

Retraite à 55 ans (travaux reconnus pénibles) et 60 ans, sur la base de 37,5 annuités avec 75 % du salaire.

La durée des études professionnelles et supérieures sera prise en compte dans le calcul des annuités.

Suppression des CDD, la période d'essai sera ramenée à 3 mois, après le salarié obtiendra un contrat de travail à durée indéterminée.

Défense puis refonte démocratique et sociale du Code du travail.

Egalité totale de rémunération homme/femme pour une même tâche, qualification, responsabilité, ancienneté.

Pouvoirs accrus des CHSCT (élus par les personnels) pour lutter contre l'insécurité au travail, les accidents de travail, toujours plus nombreux.

L'URCF réclame une grande enquête nationale conduite par les salariés, médecins du travail, CHSCT sur les maladies professionnelles, par branche d'activités.

Selon les résultats de l'enquête, certains matériaux seront interdits ou leur utilisation sécurisée, de nouvelles normes d'utilisation seront définies.

L'URCF se prononce pour un plan national de luttes contre le chômage.

Dans les services publics, seuil national d'embauche (avec prorata dans le privé) de jeunes salariés ayant moins de 30 ans, afin de supprimer le chômage des jeunes. Ces emplois doivent bénéficier des mêmes garanties statutaires que leurs aînés.

Les revenus des chômeurs devront être revalorisés, avant l'interdiction des licenciements, il est nécessaire que les indemnités en cas de licenciements se montent à 90 % du salaire.

Les minima sociaux doivent être portés dans l'immédiat à 900 euros net.

Les chômeurs, smicards, étudiants et lycéens doivent bénéficier de la gratuité des transports urbains et de la couverture sociale maladie.

C/ RELANCER L'ECONOMIE : LES POLES DE SERVICES PUBLICS.

ENJEUX DE CLASSE :

Le néo-libéralisme précédé d'une campagne médiatique d'ampleur, aime à présenter les services publics comme synonymes de « bureaucratie », « d'inefficacité ».

La réalité débarrassée des oripeaux idéologiques et préjugés, témoigne de l'inverse.

Les services publics ont assuré un service de meilleure qualité, avec péréquation des tarifs, sécurité, meilleures garanties pour les personnels et usagers.

L'offensive néo-libérale s'est accompagnée d'un processus de démantèlement du secteur public, la rentabilité financière s'est imposée comme règle, affaiblissant sans commune mesure les missions de service public, ouvrant ainsi la voie aux privatisations, à la non-satisfaction des besoins, rentabilité oblige

Les entreprises publiques restantes s'inscrivent dans la lutte concurrentielle impérialiste des monopoles pour s'emparer de pans entiers de l'économie de pays, notamment du « tiers-monde ».

Nous assignons de toute autre mission, fonctionnement, objectifs aux services publics.

L'URCF est favorable à la nationalisation de nouveaux secteurs d'activités, de nouvelles entreprises.

Nous n'ignorons pas qu'ils s'agit de mesures relevant du capitalisme d'Etat, nullement d'îlots de « socialisme » comme les révisionnistes l'ont prétendu dans le passé.

L'expérience historique montre que le contenu politique des nationalisations peut varier selon le rapport de forces entre prolétariat et bourgeoisie.

En 1945, le gouvernement de coalition où siégeaient les représentants des forces ouvrières et démocratiques (PCF) conduisit des nationalisations avec des objectifs et des avancées sociales autres qu'en Grande-Bretagne où les travaillistes nationalisèrent pour pérenniser le système malade du capitalisme.

Les entreprises nationalisées en France permirent la satisfaction des besoins urgents : électricité, chauffage, crédit, transports... Elles assurèrent aux salariés des droits nouveaux et syndicaux élargis.

Quand la bourgeoisie fut en mesure d'expulser les ministres communistes, le rapport de forces avec l'aide de l'impérialisme américain avait déjà basculé dans un sens réactionnaire. Dès lors, les entreprises publiques perdirent petit à petit leur caractère progressiste et démocratique, pour servir de marche pied à leur capitalisation ultérieure.

Comment les marxistes voient-ils les avantages et limites des nationalisations sous le capitalisme ?

Les nationalisations sont l'objet d'une âpre lutte de classe politique, économique, sociale. Rentabilité privée ou satisfaction des besoins ? Nouveaux droits ou formation d'une bureaucratie « ouvrière » encadrant les travailleurs ? Transition à une opération de vol de la collectivité en privatisant ce qui a été financé avec l'argent public ou pas en mesurant que le dernier obstacle à l'émancipation réside bien dans l'Etat capitaliste qu'il faut briser par une Révolution ?

Nous connaissons les risques des nationalisations sous le capitalisme qui ont renforcé l'aristocratie et bureaucratie réformiste pro impérialiste.

Mais dans le même temps, dans la situation actuelle (à l'heure où l'intérêt des monopoles passent par les privatisations) mesurons leurs bienfaits pour les luttes : apprentissage de la gestion par la classe

ouvrière, coopérations entre entreprises qui aideront à tisser les alliances de classes, démonstration de la qualité supérieure des « nationalisés » pour assurer les missions de service public.

La classe ouvrière montrera ainsi qu'elle est bien la future classe apte à diriger le pays après la révolution.

Enfin, alors que depuis des décennies, la question de l'Etat est obscurcie par toutes sortes de théories révisionnistes qui nient la dictature de classe du capital.

A partir des limites du capitalisme d'Etat, des besoins sociaux et démocratiques ne pouvant être satisfaits dans le cadre capitaliste, les marxistes-léninistes prendront appui sur cette expérience pour démontrer que l'ultime obstacle : l'Etat bourgeois doit être renversé au moyen de la révolution socialiste, pour satisfaire tous les besoins croissants. Le progrès social exige bien la propriété socialiste des moyens de production et d'échange.

La création de pôles de services publics vise à introduire la satisfaction des besoins individuels et collectifs (dans une lutte de classes permanente contre la rentabilité financière), définis par les intéressés eux-mêmes.

Nous visons aussi à une lutte pour la démocratisation de la gestion et des investissements grâce au rôle des comités de travailleurs de l'atelier (unité de production) jusqu'au comité central d'entreprises du pôle dirigé de façon tripartite : représentants de l'Etat, dirigeants, représentants des salariés (50 % des sièges). C'est là l'instance de décision stratégique du pôle.

Les pôles de services publics regroupent des entreprises nationalisées anciennes et nouvelles, des PME passant contrat avec le pôle et l'Etat, des institutions publiques et parapubliques, des partenaires de la municipalité à l'Etat. Ce serait un pas en avant dans la conscience collectiviste à développer qui se heurterait dans un deuxième temps au capitalisme d'Etat.

Nous proposons la création de pôles, dans des secteurs d'activités, où la rentabilité financière est incompatible avec la satisfaction des besoins.

Ces pôles de mission de service public doivent assurer l'égalité des citoyens pour l'accès et la tarification.

Marxistes-léninistes, nous savons que ces pôles relèvent du capitalisme d'Etat.

Toutefois, en s'attaquant au cœur du dispositif néo-libéral de rentabilité financière, en visant à obtenir la satisfaction des besoins, c'est à dire au service des usagers et salariés, la riposte du capital monopoliste sera terrible.

Les travailleurs devront opposer leur unité de combat dans la lutte de classes contre la bourgeoisie monopoliste et son Etat.

La mobilisation permanente, les comités usagers/salariés, les forces syndicales et politiques progressistes devront résister puis combattre l'Etat des monopoles, ses campagnes médiatiques, ses agents et le MEDEF.

Les nationalisations ne sont pas un but en soi, fondées principalement sur la satisfaction des besoins, elles se heurteront tôt ou tard à l'Etat capitaliste (organisation de la classe dominante), d'où l'aggravation dans tous les domaines de la contradiction antagonique capital/travail.

L'aspiration à toujours plus de démocratie, à la satisfaction croissante des besoins matériels et culturels peuvent conduire à ce que le peuple-travailleur comprenne la nécessité d'une révolution socialiste, renversant le capitalisme.

La bourgeoisie monopoliste n'aura de cesse de ramener ces pôles à la rentabilité financière pour opérer leur re-privatisation, les vendre sur marché boursier et ainsi acquérir de fabuleux profits. Là aussi, lutte de classes intensifiée.

Les nationalisations, les pôles, le service public sont en régime capitaliste une mesure de transition soit vers un retour au néo-libéralisme et aux privatisations, soit une avancée progressiste, véritable bond dans l'histoire vers la révolution socialiste.

AXES DE LUTTES :

- Pôle de service public : Banques et crédits.

La Banque de France doit être nationalisée, ses missions redéfinies, notamment la réaffirmation de son caractère indépendant vis à vis de la Banque centrale européenne.

Les banques de dimension internationales et financières, les organismes de crédit doivent aussi être nationalisés (BNP-Société générale, LCL...). Nous proposons que les banques de moindre dimension : régionales, locales soient intégrées dans le pôle, en gardant leur nature juridique.

Le pôle de service public dans les banques et le crédit réévaluera les taux d'intérêts des livrets d'épargne populaire.

Le pôle ayant à sa tête la banque de France peut favoriser la lutte revendicative pour une politique de grands travaux d'équipements collectifs (équipements culturels, scolaires, sportifs, crèches, logements sociaux), d'aides à la création d'emplois, d'aides aux PME associés aux pôles de services publics, d'emprunts populaires.

Nous exigeons que la circulation et l'exportation des capitaux soient contrôlés et taxés, la transparence et l'information rendues publiques sur les auteurs d'évasion fiscale, sur les comptes des monopoles privés.

Le blanchiment d'argent venant des divers trafics de mort doit être interdit, les sommes t saisies et utilisées aux fins de missions de service public.

- Pôle de service public : Logement.

Les récents incendies d'immeubles vétustes où s'entassent à prix cher, les familles les plus modestes issues de l'immigration, montrent cruellement qu'en France, la question du logement accessible à tous est loin d'être résolue.

L'URCF se prononce pour la création d'un service public national et municipal du logement social (nationalisation et municipalisation des immeubles détenus par les monopoles, compagnies d'assurance, banques).

Nous nous battons pour la démocratisation des comités d'attribution des logements sociaux, des conseils d'administration des organismes bailleurs.

La majorité des sièges doit revenir aux représentants des associations de locataires.

Toute discrimination selon la nationalité doit être punie par la loi dans le cadre des attributions de logements sociaux et privés.

Des aides financières prélevées sur les profits des bailleurs privés doivent être accordées pour l'installation des jeunes couples.

Le rattrapage du retard dans la construction de logements sociaux devra être rapidement comblé. 500 000 logements à construire sont nécessaires chaque année.

Durant cette période de transition, les immeubles vétustes seront détruits et la réquisition des logements vides permettra l'accueil des familles et personnes sans logement.

- Pôle de service public : Santé.

La priorité budgétaire doit revenir à la recherche médicale publique (doublement du budget au moins). Il s'agit là d'un impératif pour combattre les graves maladies, pandémies et épidémies.

L'URCF se prononce pour des Etats généraux de la santé avec les professionnels, les usagers, les représentants des autres pôles de service public, les représentants des salariés afin de définir l'état des lieux et les besoins à satisfaire.

La création importante d'emplois dans le secteur de santé doit viser à rattraper les 100 000 emplois supprimés tant par la droite que par les sociaux-libéraux, puis à créer de nouveaux emplois selon les besoins.

Les grands laboratoires (Vivendi-Roussel...) seront nationalisés, afin de fabriquer des médicaments à bas prix.

Les sommes autrefois allouées à de coûteuses campagnes de publicité seront consacrées à la sécurité sociale.

La priorité sera donnée aux Etablissements publics de santé. Les aides publiques ne doivent pas aller aux établissements privés dont le financement doit rester totalement privé, sauf si ces dernières adhèrent au pôle de service public santé.

La Sécurité sociale doit être défendue et réformée.

Ses missions doivent se conformer à celles définies, lors de sa fondation : santé accessible pour tous, gratuité des soins, libre choix des médecins, création de dispensaires.

Paiement immédiat du reliquat des sommes non versées à la Sécurité sociale par le patronat.

Démocratisation du mode de financement progressif de la sécurité sociale selon les revenus, capitaux, fortune.

En place des CSG et autres prélèvements, les entreprises publiques et privées doivent être mises à contribution à hauteur de 3 % de leur chiffre d'exploitation brut.

Les transactions financières et boursières, sous le contrôle de la Banque de France (nationalisée) doivent être taxées à hauteur de 5 % pour la santé publique.

Le montant des hospitalisations subira une refonte générale, afin d'éviter une médecine « à deux vitesses ».

La gestion de la sécurité sociale doit être paritaire, les représentants des travailleurs auront la majorité dans la gestion des caisses d'assurances primaires et au niveau national.

Nous nous prononçons pour la sauvegarde du secteur psychiatrique de santé publique.
La protection, le droit de nos anciens à vivre une vieillesse sereine sera garanti, les établissements d'accueil des personnes âgées seront nationalisés.
L'existence d'établissements privés fondés sur le profit est incompatible avec la santé publique.
Les maisons de retraite et de soins doivent être toutes climatisés et dotées des moyens nécessaires pour lutter contre la canicule et les épidémies.

- Pôle de service public : Energie.

Maintien et extension d'un grand service public : EDF-GDF avec intégration par la nationalisation de Suez-Energie.

Le pôle doit regrouper outre cette entreprise, les filiales et sous-traitance.

La mission de service public assurera l'égalité des citoyens devant la loi, par la péréquation des tarifs entreprises/usagers.

Le service public d'énergie intégrera les groupes pétroliers qui doivent être nationalisés.

Un service public de l'eau doit être créé par la nationalisation des sociétés privées.

Les taxes de l'Etat sur l'essence doivent être remises aux pôles de services publics.

Les énergies alternatives se substituant au pétrole doivent être, afin de diminuer la dépendance énergétique, de faire baisser les coûts pour les usagers de l'automobile.

Le recours à l'énergie nucléaire pacifique doit être maintenu et développé comme garantie de l'indépendance énergétique, ainsi qu'aux énergies nouvelles.

La totale transparence sur les questions de sécurité, de santé publique est une exigence démocratique.

Un moratoire sur les coupures de courant doit être mis en place pour les jeunes étudiants, les chômeurs, les smicards.

- Pôle de service public : Transport.

Ce pôle devra redéfinir ses missions afin de combattre la dégradation des services liées à la rentabilité financière.

La SNCF doit récupérer la gestion du réseau ferroviaire de France dans un service unique.

Les lignes régionales jugées « non rentables » doivent être maintenues en service car elles assurent la satisfaction des besoins des usagers.

Les lignes TGV doivent être étendues aux régions qui n'en bénéficient pas.

Le pôle transport sera un outil important de lutte contre la tendance à la désertification de certaines régions, les transports permettront de relancer l'emploi dans ces régions.

Les transports publics doivent être prioritaires, ce qui signifie l'exigence de tarifs attractifs et démocratiques.

Les promotions de prix doivent se tourner prioritairement vers les familles nombreuses et modestes et les jeunes.

La société des autoroutes doit être renationalisée. On ne saurait confier l'entretien des routes, la sécurité des personnes à des intérêts privés.

L'aviation civile, les compagnies aériennes, les aéroports doivent être nationalisés et nous appelons à la formation d'une société unique des transports aériens civils.

La sécurité des passagers ne peut être confiée à des charters avides de profits.

Le pôle public de transport permettra la coordination et la complémentarité des lignes de divers transports et de leurs horaires afin d'améliorer la qualité des déplacements urbains.

Concernant le transport de marchandises, la priorité doit aller donnée aux trains de marchandises, aux transports fluviaux avec l'ouverture du canal Rhin-Rhône.

Des coopérations internationales doivent être développées afin d'assurer la sécurité des transports, à des tarifs intéressants afin d'améliorer et développer les lignes internationales.

- Pôle de service public : Agro-Alimentaire.

Nous considérons comme fondamental, la protection de la santé en combattant et en interdisant la mal bouffe, la culture d'OGM, l'emploi d'hormones pour la viande, l'alimentation animale. La course aux profits dans ce secteur a mis et met en péril la santé publique.

Les grandes entreprises alimentaires : LU, Danone doivent appartenir au secteur public.

L'aide publique doit être accordée aux petites exploitations agricoles, viticoles, coopératives qui pourront adhérer au pôle de service public, bénéficier ainsi des aides, contribuer à une agriculture saine.

Les dettes des petits et moyens agriculteurs doivent être annulées. La politique agricole commune européenne redéfinie. La France ne devra plus accepter la politique des quotas qui ne tourne le dos à la satisfaction des besoins en France et à l'étranger.

Les producteurs de fruits et légumes, les éleveurs doivent avoir la possibilité de vendre directement aux consommateurs sans intermédiaires.

La pêche et l'industrie afférente doivent être protégées. L'URCF réclame l'annulation ou le refus d'application des directives de l'union européenne limitant la pêche.

Les pêcheurs français pourront à nouveau travailler dans nos eaux territoriales sans limitation, nous devons respecter les mêmes droits pour les marins pêcheurs des autres pays.

Les normes sanitaires alimentaires doivent être données en toute transparence.

- Pôle de service public : Education, Recherche, Culture, Communication, Poste.

Avec la santé, cela doit être la priorité budgétaire du pays.

Le pôle devra couvrir et assurer des missions de service public, dans des domaines étroitement liés.

Télévision/informatique. Les chaînes accessibles sur l'ensemble du réseau national non câblé, doivent être nationalisées, puis progressivement gratuites pour les familles modestes.

Les chaînes du service public devront respecter une charte de la qualité.

Les émissions racoleuses, dégradantes ne devraient pas avoir droit de cité. Les sociétés de production doivent nationalisées (elles constituent une source de dépenses considérables pour le seul profit de quelques oligarques).

Une chaîne publique de « libre expression » doit être revendiquée avec antennes décentralisées et régionales, cogérées par les associations, syndicats, partis, mouvements, troupes artistiques etc. (à l'exception des manifestations de racisme, de bellicisme.)

La culture nationale et démocratique doit être défendue, développée et protégée.

Nous devons nous battre pour la redéfinition des cahiers des charges des chaînes, assurant priorité à la création, non à l'importation de séries américaines, de qualité médiocre.

Nous prônons la création d'un service public national « Internet » permettant l'abonnement à bas prix de cet outil de communication fondamental, en lien aussi avec l'Education nationale.

La poste doit rester publique ; ses missions ainsi permettront le maintien des services et des missions de qualité. Les services postaux privés seront nationalisés, des emplois doivent être chiffrés et créés afin de couvrir les besoins.

France télécoms redeviendra publique, ses réseaux ne pourront être utilisés par les opérateurs privés que moyennant des taxes.

Education nationale.

Notre jeunesse souffre d'une école souvent inadaptée, malgré le dévouement et la qualité des personnels éducatifs.

Les moyens font cruellement défaut et servent de prétexte à des réformes qui font de la jeunesse un champ d'expérimentation, renforçant le tri social au service de l'exploitation capitaliste.

L'enseignement de toutes les disciplines de culture commune doit être garanti à tous, pour permettre l'accès à la citoyenneté dans toutes ses dimensions populaires.

L'école doit se fixer des objectifs et les réaliser : scolarité jusqu'à 18 ans, collège unique mais doté de moyens pour réaliser cette tâche, 80 % d'une classe d'âge au niveau bac, sans baisser les exigences de contenu.

Compte tenu de leur expérience du terrain, les programmes scolaires doivent être définis par les enseignants.

Les programmes d'histoire à caractère fortement anticommuniste doivent être combattus, jusqu'à l'introduction de programmes plus respectueux de la vérité historique et de l'apport du communisme à l'émancipation de l'humanité.

Souvent en France, faute de moyens, on enseigne sans pouvoir utiliser les moyens modernes de communication, chaque élève doit avoir son poste informatique. Le coût sera équivalent à un sous-marin nucléaire, mais quelle utilité sociale et quelle gage pour l'avenir !

Les rémunérations des personnels d'Education ne correspondent plus depuis longtemps aux qualifications nécessaires, à l'engagement éducatif, aux charges accrues de travail. De nouvelles grilles de salaires doivent permettre leur revalorisation. Le temps de présence des enseignants devant les élèves doit être allégé, afin de permettre une réduction de leur temps de travail.

L'accueil de jeunes en difficultés scolaires, familiales, linguistiques doit bénéficier des moyens financiers et pédagogiques adéquats.

Les zones d'éducation prioritaire doivent être maintenues et renforcées, dans leurs moyens sans procéder à leur redéploiement.

La carte scolaire sera impérative, afin d'éviter la cristallisation d'une école à plusieurs vitesses où les enfants des familles privilégiés ou d'un bon niveau, partent dans des établissements censément publics, mais dont le fonctionnement relève d'une logique d'école privée.

La laïcité doit devenir la règle de vie à l'école, elle suppose le respect des convictions de chacun sans tentative de les imposer par un quelconque prosélytisme.

Pour s'exercer, la laïcité a besoin que nos jeunes acquièrent un esprit indépendant et critique : l'enseignement de la philosophie dès la seconde, de l'économie, d'une deuxième et troisième langue vivante, de l'histoire, de l'économie, de la géographie, de la littérature mondiale, de la science : biologie, mathématiques, physique et chimie sont des outils indispensables. Les pratiques artistiques et sportives doivent être renforcées.

Tous les moyens éducatifs doivent être concentrés et répartis, dans les Etablissements publics (Zones d'Education prioritaire) selon des priorités définies nationalement dans la lutte contre l'échec scolaire, afin de lutter contre les discriminations sociales.

L'école ne saurait appartenir à des groupes aux motifs religieux, sectaires.

Les établissements privés qui se sont développés en partie grâce à l'argent public, seront nationalisés et intégrés dans le service public d'Education. Quant à ceux qui privilégient les valeurs religieuses privées jusqu'à l'établissement d'écoles particularistes, elles doivent être financées par les fidèles.

L'enseignement supérieur doit intégrer comme discipline d'enseignement supérieur les matières industrielles, techniques et agricoles avec licences et maîtrises.

La lutte contre la sélection à l'université passe par la démocratisation et la fin des discriminations. Des enfants des classes populaires, moins d'1 % des enfants d'ouvriers vont en effet dans les « Grandes Ecoles ».

Ces dernières sont le vivier des futures élites bourgeoises, leur mission doivent être redéfinies, l'enseignement doit s'ouvrir à tous les jeunes quelle que soit leur nationalité ou classe d'origine, idem pour les études de médecine.

Concernant les jeunes en difficultés scolaires, l'apprentissage qui livre le jeune aux seuls intérêts patronaux ne saurait avoir la principale mission éducative dans ce secteur. L'apprentissage public en lien avec les pôles de service public doit être développé. Nous exigeons l'abrogation de la loi sur l'apprentissage à 14 ans !

Les lycées professionnels doivent voir leurs moyens accrus, afin de répondre aux exigences technologiques modernes.

Enfin, l'école doit être un lieu d'apprentissage de la citoyenneté et de l'engagement.

Les pouvoirs des AG de lycéens doivent être reconnus afin d'étudier leurs revendications. Le rôle des délégués sera accru, avec droit de regard sur l'ensemble des questions liées à son établissement.

La recherche.

La recherche est sacrifiée depuis des années par le capital monopoliste, nos chercheurs sont obligés dans certains cas de s'expatrier pour pouvoir exercer leur profession, pourtant les besoins sont immenses et ne sauraient être satisfaits par quelques « Téléthons ».

La recherche scientifique, médicale, biologique, astronomique, agronomique, humaine doit être une priorité nationale comme l'éducation et la santé, la recherche publique doit être centralisée, les besoins définis par un plan national de développement.

Le budget national doit consacrer 5 % du budget national à la recherche publique, dans les plus brefs délais.

Les rémunérations des personnels là aussi doivent être revalorisées immédiatement.

La culture.

Quant à la culture, elle doit être démocratisée pour être accessible à tous.

Les théâtres, opéras, art cinématographiques doivent bénéficier de subventions et d'aides publiques à la création des jeunes artistes.

La loi sur les intermittents du spectacle doit être abrogée. Un revenu revalorisé doit être assuré en cas de période de chômage.

Une société publique de production cinématographique nationalisée doit être créée afin d'aider le cinéma de qualité et l'accès à la réalisation de nouveaux et jeunes cinéastes.

L'orchestre national de France, les opéras et théâtres publics doivent être dotés des moyens financiers permettant leur rayonnement.

La nouvelle télévision publique, en lien avec les établissements scolaires devrait permettre aussi et favoriser la création culturelle.

- Pôle de service public : Collectivités nationale et locales.

La nationalisation des autoroutes, la suppression progressive des péages, le respect du maintien des implantations territoriales, des services publics de proximité est incontournable pour satisfaire les besoins.

En matière d'aménagement du territoire, nous proposons la création d'un service public national assurant le co-développement régional, la lutte contre l'inégalité de développement entre régions, les péréquations nécessaires pour combattre la désertification des uns par le renforcement des autres.

La décentralisation doit avant tout concerner l'existence et le développement d'industries, de services, de transports partout !

La lutte contre l'inégalité de développement entre régions doit être conduite par les travailleurs des régions concernées.

La protection de l'environnement, la transparence publique des informations, la lutte contre les nuisances sonores et de l'atmosphère, la politique de la ville avec l'obligation (sous peine de révocation des élus) de respecter la construction de logements sociaux, l'ingénierie publique seront du ressort de ce grand service public.

D/ COMBATTRE LES SEGREGATIONS ET DISCRIMINATIONS.

Enjeux de classe :

Ces dernières années, relayés par les églises, quand elles n'en sont pas les instigatrices se sont développés des courants de régression à caractère moyenâgeux à l'égard de la femme, visant à la reléguer au foyer. A nier les droits conquis, à les soumettre au patriarcat en ce qui concerne la libre disposition de leur corps : contraception, interruption volontaire de grossesse. Défendre et développer les droits de la femme est une exigence de société démocratique. Comme communistes, nous savons que la femme est doublement exploitée comme travailleuse et comme femme.

Axes de luttes :

Egalité totale de la femme en matière de salaires, de qualification et de promotion.

Construction intensive de crèches, financées par l'entreprise sur le lieu de travail.

Rôle accru des inspections du travail pour combattre les atteintes à l'intégrité de la femme : harcèlements sexuels, violences verbales et sexistes.

Lutte contre l'image dégradante et mercantile de la femme. L'existence d'un pôle de service public : culture, éducation, recherche pourrait constituer un point d'appui à ce combat quotidien.

Ce service doit être moteur pour combattre le sexisme, la vision pornographique de la femme éternellement « soumise », sa représentation dans les publicités comme « arguments de vente ».

La lutte contre les réseaux maffieux de prostitution, la répression du proxénétisme, l'aide financière pour la réinsertion dans l'emploi des prostituées qui souhaitent arrêter.

Enfin, la femme doit se voir reconnu son droit légitime à maîtriser son corps.

Les propos irresponsables du clergé contre la contraception doivent être condamnés, comme tentative d'emprise totalitaire sur la personne.

Les entraves à la faculté de choisir et pratiquer la contraception et l'IVG, doivent devenir un délit.

Ces droits doivent être inscrits dans la constitution, comme l'établissement de contrats d'union libre, avec les mêmes possibilités fiscales et de successions que le mariage, pour les personnes décidant de vivre en couple.

La jeunesse doit bénéficier de nouveaux droits.

L'interdiction de la précarité et de l'intérim doit afin de permettre l'embauche des jeunes, dans un emploi durable et reconnu. A cet égard, des mesures contraignantes doivent être prises contre les patrons

Les jeunes doivent pouvoir trouver des lieux de vie équipés à l'école, dans la cité afin de s'adonner à leurs centres d'intérêt.

La bourgeoisie choisit la voie de la répression pour affronter les jeunes en difficultés : petite délinquance, toxicomanie. Les éducateurs doivent être dotés de moyens financiers importants dans le pôle public éducatif, afin de contribuer à insérer les jeunes dans l'emploi ou les études.

Les jeunes doivent pouvoir être éligibles dès l'âge de 18 ans, ce sont les mieux placés pour défendre les revendications et aspirations de la jeunesse.

La lutte contre le racisme et les discriminations, l'antifascisme doivent être enseignés dès le cours primaire.

Les partis et associations de nature fasciste, raciste, xénophobe doivent être interdits dans une société démocratique. La propagande de haine raciale doit être bannie.

Les travailleurs immigrés contribuent au développement du pays. Cet apport fondamental doit être reconnu, en leur donnant les mêmes droits et devoirs, en combattant par la législation toutes les discriminations directes et insidieuses dont ils sont victimes.

Les « Sans-papiers » sont avant tout les victimes du pillage impérialiste qui oblige de nombreux travailleurs à s'expatrier pour faire vivre leur famille.

L'URCF se bat pour la régularisation de tous les Sans Papiers et la lutte contre les réseaux exploitant la main d'œuvre de manière esclavagiste, pour de juteux profits.

E/ POUR UNE POLITIQUE DE PAIX ET ANTI-IMPERIALISTE.

Axes de luttes :

Nous préconisons que s'établissent des coopérations de luttes entre les classes ouvrières et les travailleurs afin de combattre côte à côte le néo-libéralisme et l'impérialisme.

Nous devons être solidaires en paroles mais aussi en actes, des peuples et Etats qui brisent la domination du néo-libéralisme, maintiennent, développent, une voie originale de développement progressiste indépendant : Cuba, le Venezuela, la Corée populaire, de tous les peuples qui s'opposent aux agressions impérialistes.

Solidaires également des peuples qui les armes à la main, luttent pour sauvegarder leur liberté ou pour conquérir de nouveaux droits, de la résistance irakienne, aux FARC de Colombie, au combat inlassable des Palestiniens pour le droit à leur Etat national et le retour au foyer de millions d'entre eux.

Marxistes-léninistes, l'internationalisme prolétarien est une haute valeur pour nous, chaque lutte, grève, manifestation du prolétariat dans le monde est un peu nôtre, nous combattons aux côtés des communistes du monde entier, pour un avenir socialiste de la planète.

Au premier chef de la lutte anti-impérialiste est le combat contre le plus grand ennemi des peuples : l'impérialisme américain, qui conduit une politique de terreur fasciste dans le domaine international.

La lutte contre la guerre, le refus du colonialisme, des dominations impérialistes, la lutte contre leurs organismes internationaux de pillage et de guerre, tels sont les fléaux, contre lesquels nous nous battons.

Nous devons combattre l'Europe capitaliste, sans illusions sur sa possibilité d'« être autrement » ou « sociale » tant que domineront la propriété monopoliste des entreprises et la dictature de l'oligarchie financière sur l'Etat.

L'URCF est favorable au retrait de l'UE, mais cette tâche n'est pas encore l'aspiration de l'ensemble des forces opposées au projet constitutionnel de l'UE, certains de bonne (ou de moins bonne) foi, pensent possible de la transformer, de l'intérieur.

Ce qui peut unir le camp du NON, c'est de combattre effectivement le néo-libéralisme de refuser les diktats de l'UE, de ne plus reconnaître les traités signés par les libéraux de droite et de gauche, car ils empêchent la possibilité et la réalisation d'une politique alternative progressiste et détruisent l'ensemble du tissu économique et social forgé par des générations de travailleurs.

Avec le refus des diktats, la lutte contre le néo-libéralisme exigera des dérogations spéciales, ce que font les britanniques pour d'autres motifs, dérogation que nous devons arracher par des luttes anti-impérialistes contre l'UE.

Nous jouerons notre rôle en France pour contribuer à ce que se fédèrent en Europe, toutes les forces démocratiques autour d'objectifs similaires.

Une offensive simultanée des peuples contre le néo-libéralisme accélérerait la crise et probablement la décomposition de l'UE, comme superstructure impérialiste voire son éclatement.

Les peuples d'Europe se poseraient alors la possibilité de coopérations nouvelles, d'égal à égal, en contrant les objectifs de l'impérialisme, en fondant un nouvel espace de coopération et d'échanges dans le respect de la souveraineté populaire de chaque Etat.

Dans tous les cas, cela exige non un aménagement d'une structure conçue par le capital pour le capital, mais le déploiement de luttes de classe d'un haut niveau, à contenu anti-impérialiste affirmé.

Dès maintenant, les peuples doivent combattre ce bloc impérialiste, à l'origine d'une attaque frontale contre les conditions de travail, le niveau de vie, les droits démocratiques.

Les accords de Schengen, Maastricht, Amsterdam, Lisbonne renforcent les corps répressifs de chaque Etat, dans une « coordination » de la répression anti-ouvrière et anti-populaire et structurent le néo-libéralisme à l'échelle « communautaire ».

Nous exigeons l'abrogation immédiate des accords de Schengen sur l' « Euro-police » qui organise et coordonne la répression anti-ouvrière et anti-sociale à l'échelle du continent

Ce refus des diktats de l'UE et des organismes internationaux impérialistes (FMI, OMC) se traduit par le combat pour la priorité des lois nationales dans chaque pays.

Nous nous prononçons pour que chaque peuple en toute liberté puisse opter sans ingérences pour la voie de développement de son choix.

La lutte contre l'impérialisme et le néo-libéralisme passe par le droit à l'autodétermination des dernières colonies françaises et des territoires d'Outre-mer.

En Afrique, l'impérialisme français pille et opprime les peuples pour les seuls profits du capital financier et du complexe militaro-industriel

L'URCF exige le rapatriement des corps expéditionnaires français, la fin des ingérences dans les affaires intérieures des Etats africains, la fin de la « Françafrique » coloniale et impérialiste.

Nous sommes pour l'unité d'action de l'URCF, des groupes communistes de France et des partis révolutionnaires-démocratiques d'Afrique en lutte pour la révolution national-démocratique, lutte commune contre le même ennemi impérialiste.

L'impérialisme américain, l'UE et la France conduisent une politique de repartage du monde par tous les moyens y compris militaires.

La non-intervention de la France et de l'Allemagne en Irak ne doit pas faire oublier leur engagement armé en Yougoslavie et en Afghanistan. Nous exigeons le retrait des troupes d'Afghanistan !

L'URCF se prononce pour le retrait de la France de l'OTAN et du pacte atlantique.

La lutte résolue contre les guerres conduites par l'impérialisme doit être une constante de la lutte contre le néo-libéralisme et les économies de guerre, dans la perspective du combat final pour détruire l'impérialisme.

Nous nous prononçons pour la dénucléarisation militaire de la France, une politique de défense populaire, des économies substantielles sur la spirale de la course aux armements qui doivent être transférées aux besoins des travailleurs .

Le néo-libéralisme aggrave les tendances de l'impérialisme à l'échange inégal, à la subordination des Etats dominés, à leur pillage par les monopoles, à la conquête de « sphères d'influence ».

L'URCF appelle à la lutte contre le caractère rapace de « notre » propre impérialisme.

Les pôles de services publics doivent interdire tout échange inégal, tout pillage des ressources d'un autre pays.

Les investissements pour s'assujettir l'économie d'autres pays, comme certains services publics le font actuellement au nom de la « rentabilité financière » doivent être combattus et interdits dans de futurs services publics

Dans le domaine diplomatique, nous exigeons de la France la reconnaissance officielle et l'établissement de relations diplomatiques avec l'Etat de Palestine, la condamnation du colonialisme sioniste ; la reconnaissance de la République démocratique populaire de Corée ; le refus et la condamnation des ingérences de l'UE et de la France à l'égard de Cuba ; la condamnation de la guerre et de l'occupation américano-britannique en Irak.

Notre histoire a été marquée par la colonisation et ses crimes barbares.

Les coupables, ce sont les monopoles qui se sont enrichis de la sueur et du sang des peuples coloniaux, nous demandons l'abrogation de la loi Fillon sur l'école portant sur la réhabilitation du fait colonial, l'ouverture de commissions d'enquête à partir de l'ouverture des archives sur les crimes de l'impérialisme français.

Au contraire, la France progressiste fera le bilan chiffré des crimes et pillages du colonialisme et réparera matériellement et politiquement les malheurs commis au nom de la « France ».

II/ PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE, RÉFORMES, RÉVOLUTION : LA MARCHÉ VERS LE SOCIALISME.

Notre projet de programme ne constitue pas un programme de gouvernement, mais constitue toute une série d'axes de luttes nécessaires pour satisfaire les besoins immédiats non réalisés depuis des décennies.

Nous le concevons comme un outil de lutte dans le mouvement populaire, afin que confrontés à telles ou telles mesures d'essence néo-libérale, les travailleurs puissent s'en emparer afin de faire reculer et battre le néo-libéralisme.

Aucune de ces mesures avancées dans le programme ne verra le jour, du moins pour celles qui s'attaquent au néo-libéralisme, sans luttes extraparlimentaires du mouvement populaire.

La question du gouvernement est une question dérivée de la radicalité et de l'ampleur prises par les luttes de classes en France.

Sans reconstruction d'un parti communiste marxiste-léniniste, il est impossible que les luttes de classes puissent déboucher sur un gouvernement ouvrier-populaire ou un gouvernement d'union populaire.

Laissée à sa spontanéité, la « gauche antilibérale » tout en prônant certaines revendications des travailleurs, oeuvrera très vite à reconstruire une force social-démocrate réformiste nouvelle.

Les grands changements et conquêtes ne l'ont jamais été à froid par les seuls gouvernements ou parlement.

Toutes les avancées l'ont été par la rue, les manifestations, l'irruption sur la scène politique de millions de personnes.

Il n'en sera pas autrement à l'avenir.

Actuellement aucune force politique ne peut relayer notre programme de luttes, mais la pression populaire constante peut obliger tel gouvernement à des concessions qu'il n'aurait jamais envisagées auparavant, c'est en cela que les luttes sont déterminantes.

La gauche unie réformiste qui risque de marier le lièvre social-libéral et la carpe prétendument opposée au « libéralisme », au-delà de mesurées symboliques et du verbe, décevra encore une fois l'attente des Français.

Cela c'est la feuille de route prévisible, mais si l'intervention de millions de travailleurs se déchaîne, alors pour sauver leur pouvoir (et en dernière instance le capital), les forces réformistes peuvent lâcher du lest, certains éléments se radicaliser, la crise révolutionnaire grandir.

De plus les communistes révolutionnaires ne vont pas rester passifs, les bras croisés, ils sauront jouer leur rôle au cœur des masses, d'autant plus fortement, qu'ils auront avancé dans la voie de l'unité et de la construction du parti.

En période de crise, de lutte aiguë les changements s'opèrent en quelques heures.

Les exigences anti-néo-libérales doivent monter du bas, de la base, grandir dans les luttes, se synthétiser dans les revendications et mots d'ordre.

La lutte réelle contre le néo-libéralisme doit se structurer dans un véritable front populaire de résistance qui doit naître dans les comités pluralistes de base.

L'action actuelle des « comités anti-libéraux » n'est que la première étape de ce front en construction, dans lequel les communistes doivent investir leurs capacités militantes

Ensuite, ce front s'il répond à l'attente des masses, peut devenir un outil d'une alternative progressiste contre la droite réactionnaire et le social-libéralisme.

Sur la base de la démocratie directe interne, dans les comités du Front de résistance, cette force nouvelle pourrait alors lutter pour le mot d'ordre de formation d'un gouvernement progressiste de rupture avec le néo-libéralisme.

Toutefois même dans cette hypothèse, il n'y aura pas d'avancées et de succès sans luttes.

S'en remettre à la délégation de pouvoir, une vieille tradition nationale reviendrait sans la pression et l'intervention populaire, à ce que domine la pression du mur de l'argent, fort de sa dictature sur l'Etat.

Ces axes de luttes contre le néo-libéralisme s'inscrivent encore dans le cadre mode de production actuel rencontrera cependant l'opposition féroce du capital, car ils aggravent considérablement l'ensemble des contradictions internes du capitalisme, aiguissant les luttes de classes.

Tout d'abord la contradiction entre la nécessité de satisfaire les besoins (aspiration populaire) et l'incapacité à les satisfaire du capital monopoliste parce que son motif de classe est la réalisation du maximum de profit (le surprofit).

Ensuite, la contradiction (qui est à l'origine de toutes les révolutions pour changer de mode de production), entre les forces productives de plus en plus sociales et collectives et les rapports de production capitalistes, qui freinent le développement des forces productives et consacrent l'appropriation privée d'une oligarchie financière.

La contradiction entre les aspirations qui pourraient et seront peut-être satisfaites avec les pôles de service public et les limites réelles du capitalisme d'Etat.

Les possibilités et parfois illusions tomberont quand des millions de travailleurs verront que la bourgeoisie monopoliste n'en a rien à faire des besoins à satisfaire, rien à faire d'une mise à contribution des possédants pour l'intérêt « national ».

Les masses verront alors que la seule loi de la bourgeoisie monopoliste, en classe parasite est la satisfaction de son intérêt étroit de caste.

Dès lors grandira la conviction que le progrès social, la marche vers la démocratie et le socialisme exige le renversement de la classe dominante.

Nos axes de luttes immédiates visent à soulager les souffrances, à combattre les effets d'un néo-libéralisme qui broie l'homme sur son passage.

Nous ne cachons pas que dans le mouvement anti-libéral, nous voulons construire l'aile anticapitaliste et anti-impérialiste de ce Front populaire de résistance.

Quand bien même les axes de luttes que nous préconisons, seraient appliqués, leur problématique ne pourrait être que transitoire, ou comme le disait Lénine, le capitalisme d'Etat constitue « l'antichambre du socialisme ».

Ou bien, les capitalistes, une fois de plus reprennent ce qu'ils ont du concéder sous la pression des luttes du mouvement populaire, ou le mouvement ouvrier et populaire se débarrasse du capitalisme.

Le principal enjeu des axes de luttes contre le néo-libéralisme portera sur l'appréhension de la nature de classe et du rôle de l'Etat de la bourgeoisie monopoliste.

Le rappel des exigences et revendications démocratiques, la formation d'un appareil d'élus révocables, non professionnels, devant s'acquitter de leur mandat est intenable pour la bourgeoisie.

Pourtant ce démocratisme élevé correspond à l'aspiration croissante d'être maître de son destin et avenir.

Lénine a souvent dit que le démocratisme le plus radical se liait à la lutte générale pour renverser le capitalisme et entreprendre la révolution.

La condition c'est que le peuple-travailleur, classe ouvrière en tête mesure que l'Etat bourgeois est l'obstacle ultime à l'émancipation finale.

Jusqu'ici, les programmes se proposaient de répondre aux exigences de l'heure, selon une formule consacrée. Il s'agit maintenant de montrer propositions et actions à l'appui, que les aspirations pourront être momentanément satisfaites par la rupture avec le néo-libéralisme, mais que pour les rendre durables, les porter à un degré supérieur, il faut rompre avec l'origine des maux : le capitalisme.

La Révolution survient quand la majorité active des exploités et opprimés prend conscience, que l'ennemi ce n'est pas seulement « son » patron mais bien la classe capitaliste tout entière, alors comme en 1789, en 1871, en 1917, les masses feront leur histoire dans les formes dont se dotera le bloc social et historique anticapitaliste.

La loi des révolutions c'est qu'aucune classe possédante ne renonce spontanément et pacifiquement à ses privilèges, que la violence contre-révolutionnaire peut se déchaîner et qu'il faut lui opposer une mobilisation supérieure et la violence révolutionnaire.

La révolution est le passage à un nouveau mode de production

L'objectif du peuple révolutionnaire est de supprimer l'exploitation, l'oppression, les discriminations de toutes natures, de déclarer au monde : les prolétaires et les travailleurs veulent un monde sans guerre ni annexions, mais si vous, impérialistes, voulez persistez, alors nous combattons la guerre jusqu'à l'élimination de ses racines : l'impérialisme !

**UNION DES REVOLUTIONNAIRES-COMMUNISTES DE FRANCE (URCF).
2ème Congrès. 3-4 mars 2007**